Les cahiers du Canard Libéré
Edition spéciale
Directeur de la publication Abdellah Chankou

Entretien avec Nabil Adel

« Une réflexion sur un nouveau rôle de l'État doit être engagée »

UNE FIN D'ANNÉE ET DES MENACES SANS FIN

EDITO

par Abdellah Chankou

Une fin d'année et des menaces sans fin

L'année 2018, qui a été comme les précédentes, riche en faits marquants heureux et tragiques, touche désormais à sa fin. Sans que l'on sache ce que la nouvelle année 2019 va nous réserver comme événements et surprises.

Qui aurait pu prédire il y a quelques mois encore que la France allait vivre son printemps arabe en raison de la révolution des Gilets jaunes et que le président Emmanuel Macron, poussé dans ses derniers retranchements par ce mouvement social non encadré mais déterminé, allait être obligé de renier son programme ultralibéral ? Voilà qui dessine les contours d'une nouvelle ère d'instabilité : « Les années de plomb » dans le monde seront bel et bien sociales, contrecoups d'une mondialisation conquérante qui a appauvri les masses après avoir été imposée aux pays faibles par les puissances au nom de la primauté du libre-échange. Ironie du sort, ce diktat ou monstre est en train de se retourner aujourd'hui contre ces mêmes puissances sous les coups de boutoir des délocalisations et de la désindustrialisation au profit du géant chinois, principal bénéficiaire de ce commerce sans frontières. En remettant en cause de manière unilatérale les accords de libre-échange y compris le Traité de l'Alena (entré en vigueur le 1er Janvier 1994 et qui lie les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) , Donald Trump qui n'est pas aussi fou qu'il le laisse croire ne fait que tenter de rééquilibrer la balance en faveur des Etats-Unis, conscient qu'il est de l'ampleur du carnage surtout en termes de pertes d'emplois provoqué dans l'économie américaine par le rouleau compresseur de la globalisation. La guerre commerciale que Trump a déclenchée contre la Chine et l'Europe par le recours à un système de surtaxation de leurs exportations en direction des USA participe du même souci d'obtenir des accords qu'il veut équitables et profitables à son pays.

> **« Les années de plomb » dans le monde seront bel et bien sociales, contrecoups d'une mondialisation conquérante qui a appauvri les masses après avoir été imposée aux pays faibles par les puissances au nom de la primauté du libre-échange.**

En somme, le locataire de la Maison blanche est en train - dans un exercice absolutiste du pouvoir - de défaire les traités multilatéraux qui ont constitué depuis des décennies la colonne vertébrale des relations commerciales américaines au profit d'un élan protectionniste impétueux qui ne fait pas l'unanimité jusque dans son propre camp politique.

Loin de ces combats de titans qui font peser sur le monde davantage d'incertitude, l'Arabie saoudite avait créé l'événement, en septembre 2018, en adoptant un décret autorisant les femmes à conduire, alors que la monarchie wahhabite était l'unique pays au monde à le leur interdire. Cette politique d'ouverture initiée par le prince héritier Mohammed Ben Salmane, dit MBS, qui avait séduit en Occident, a sonné comme un leurre après l'assassinat barbare du journaliste Jamal Khashoggi dans les locaux un consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul en Turquie, un faisceau d'éléments troublants concluant dès l'éclatement du scandale à l'implication de Ben Salmane dans ce crime qui a bouleversé la planète.

La politique hasardeuse de Ben Salmane n'a valu au Royaume que des déconvenues. Outre le blocus imposé au Qatar sous prétexte qu'il soutient le terrorisme, il a déclenché en 2014 une guerre au Yémen qui a viré au désastre humain et humanitaire. Bombardements non-stop des civils, malnutrition aiguë frappant notamment les enfants, destruction des infrastructures... Plus de 10.000 morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés, tel est le bilan catastrophique de cette guerre injuste que la coalition menée par Riyad est incapable de gagner et qui s'est gravement enlisée sur le terrain au-delà du supportable. Sans que la communauté internationale ne parvienne jusqu'ici à pacifier ce pays profondément meurtri. Finalement, MBS n'a réussi qu'à plonger l'Arabie saoudite dans la tourmente en dévoilant au passage les fragilités extrêmes d'un pays désorienté, qui se laisse rançonner publiquement par un Trump qui ne manie que le langage des intérêts crus.

L'année 2018 aura été aussi marquée par l'aggravation du recul de la diplomatie au profit de la défense proclamée, voire assumée du donnant-donnant pur et dur. Naguère on mettait au moins les formes dans un jeu subtil où la politique avait toute sa place ; désormais, les cartes sont dévoilées au grand jour. Les puissances défendent clairement leurs positions au gré des situations en se livrant des guerres par procuration notamment au Proche-Orient. On dirait que le monde ainsi mondialisé et marchandisé à outrance n'a plus rien à cacher ! Gai par essence, Le Canard vous souhaite une joyeuse et festive année 2019, pleine de bonnes choses et sans mauvaises surprises. ●

PAYEZ par CARTE bancaire

et gagnez de nombreux **cadeaux**

CMI

مركز النقديات

Du 1er décembre 2018 au 31 janvier 2019, participez à la grande tombola du CMI en partenariat avec 9 banques marocaines et tentez de gagner de magnifiques cadeaux : des SUV Hyundai CRETA, des voyages, des TV, des tablettes, des smartphones et des cafetières. Alors ayez le bon réflexe, réglez vos achats par carte bancaire marocaine sur tous les TPE affiliés au CMI ainsi que sur tous les sites marocains de vente en ligne : plus vous payez par carte bancaire, plus vous augmentez vos chances de gagner.
À vos cartes, prêts, payez !

www.cmi.co.ma

En partenariat avec

البريد بنك AL BARID BANK Groupe Barid Al Maghrib

التجاري وفا بنك Attijariwafa bank

BANQUE POPULAIRE

BMCE BANK OF AFRICA البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا

BMCI GROUPE BNP PARIBAS

CIH BANK

مصرف المغرب CRÉDIT DU MAROC

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC UN ENGAGEMENT DURABLE

الشركة العامة SOCIETE GENERALE

Boussaïd, un départ mystérieux

Mohamed Boussaïd, ex-minstre de l'Economie et des finances.

Mercredi 1er aout. Coup de tonnerre dans le ciel gouvernemental. Trois jours seulement après son discours prononcé à l'occasion de la fête du Trône, S.M le roi Mohammed VI a limogé Mohamed Boussaïd, ministre de l'Économie et des Finances et membre du bureau politique du parti du Rassemblement national des indépendants (RNI).

« Conformément aux dispositions de l'article 47 de la Constitution, le Roi Mohammed VI a décidé, après avoir consulté le chef du gouvernement, de mettre fin aux fonctions de Mohamed Boussaïd », lit-on sur le communiqué du cabinet royal, relayé par l'agence MAP. Le texte ajoute que « cette décision royale intervient dans le cadre du principe de reddition des comptes que le roi est soucieux d'appliquer à tous les responsables, quels que soient leur rang ou leur appartenance ». Ce qui peut s'interpréter comme une « obligation de résultat », sur laquelle le ministre aurait failli. Si aucun détail n'a été livré sur les raisons précises de ce limogeage, les observateurs l'ont lié à un fait concomitant : les rapports peu reluisants sur la situation économique du pays de la Cour des comptes et Bank Al Maghrib présentés au roi par Driss Jettou et Abdellatif Jouahri. Or, les deux hauts responsables ont vertement critiqué la lenteur dans la mise en place des réformes du département de Boussaïd remplacé le 2 août par l'excellent Mohamed Benchaâboun qui présidait jusque-là aux destinées de la plus grande banque du pays. ●

Daoudi, un ministre en sit-in !

La campagne du boycott a donné lieu en plein mois de ramadan à des situations inédites et cocasses, à l'image de la participation du ministre des Affaires générales et de la Gouvernance Lahcen Daoudi au sit-in organisé le mercredi 5 juin par des employés de Centrale Danone devant le Parlement. Un geste pour le moins surprenant qui lui a valu le mécontentement du Premier ministre Saadeddine Al Othmani et une réunion extraordinaire du secrétariat général du PJD pour étudier « les implications » de l'initiative du ministre protestataire. Tancé par les siens, ce dernier qui s'est couvert de ridicule a accepté d'assumer « la responsabilité de ses actes » en demandant à « être libéré de ses fonctions ministérielles ». Mais le PJD ne tardera pas un rendre public un deuxième communiqué où il nie avoir reçu une quelconque demande de démission du « frère et docteur Lahcen Daoudi», encore moins « débattu de la demande » de sa démission. Ce rétropédalage flagrant est intervenu après que les ténors islamistes ont été invités à bien lire la Constitution qui dans son article 47 stipule en effet que seul « le roi peut, à son initiative, et après consultation du chef du gouvernement, mettre fin aux fonctions d'un ou de plusieurs membres du gouvernement. Le chef du gouvernement peut demander au roi de mettre fin aux fonctions d'un ou de plusieurs membres du gouvernement».

Lahcen Daoudi, ministre des affaires générales.

Résultat : La démission de Daoudi resta virtuelle. Après une éclipse pendant les mois suivants, il ne fera son retour sur la scène qu'il y a quelques mois, à la faveur du débat enflammé sur la cherté du prix des carburants marqué par sa proposition guignolesque de plafonner les marges ces pétroliers. ●

Affaire Bouachrine : Sentence sextrême

Poursuivi pour « traite d'êtres humains », « abus de pouvoir à des fins sexuelles », « viol et tentative de viol » notre confrère Taoufik Bouachrine a été condamné à 12 ans de prison ferme dans la nuit de vendredi 9 à samedi 10 novembre pour des violences sexuelles qu'il a toujours niées, au terme d'un procès très tendu qui a divisé l'opinion. Une sentence jugée lourde par nombre d'observateurs. La Cour l'a reconnu coupable de toutes les charges retenues contre lui et a octroyé aux victimes des indemnisations allant de 100 000 à 500 000 DH. L'accusation repose notamment sur deux plaintes, trois témoignages à charge et cinquante vidéos saisies dans son bureau lors de son arrestation. Ces séquences très explicites, dont certaines ont paru dans la presse, démontrent « des pratiques abjectes », selon les avocats des plaignantes. La défense, elle, estime qu'il s'agit de « montages », ce qu'une expertise n'a pas confirmé.

« Procès politique » pour certains visant à faire taire le journaliste, « affaire de mœurs » qui ne mérite pas une telle peine pour d'autres : l'affaire jugée à huis clos depuis le 8 mars 2018 par la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Casablanca a passionné la presse locale du fait des prises de position de l'accusé connu pour le ton critique de ses éditoriaux. ●

Satellites d'observation : Le Maroc possède deux jumeaux dans l'espace

Le 20 novembre. Lancement réussi du Satellite Mohammed VI-B à partir de la base spatiale de Kourou en Guyane. Le premier satellite, baptisé Mohammed VI-A, avait été lancé en novembre 2017. Karim Tajmouati, chef de la délégation marocaine, a exprimé sa fierté suite au succès de l'opération de lancement du satellite Mohammed VI-B. « Les deux satellites constituent une infrastructure technologique de pointe et un levier puissant de développement du Maroc. L'éventail des applications satellitaires, qui sont déjà déployées à travers le premier satellite, couvrent un nombre de domaines stratégiques importants pour notre pays», a expliqué M. Tajmouati. Développé par le consortium Thales Alenia Space en tant que mandataire et Airbus en co-maîtrise d'œuvre, ce deuxième stellite d'observation servira officiellement aux activités cartographiques et cadastrales, à l'aménagement du territoire, au suivi des activités agricoles ainsi qu'à la surveillance des frontières et du littoral.

Karim Tajmouati.

Le Maroc est le troisième pays d'Afrique, après l'Egypte et l'Afrique du Sud, à disposer de ses propres satellites d'observation. ●

Nourrir la terre
pour nourrir la planète

Avec près d'un siècle d'expertise, le Groupe OCP est un des leaders mondiaux sur le marché du phosphate et de ses dérivés. Contribuant à nourrir une population mondiale grandissante en fournissant des nutriments essentiels à la croissance des plantes, le Groupe œuvre à la vision d'une agriculture durable et prospère, en augmentant les rendements agricoles tout en préservant les sols.

Basé au Maroc, OCP travaille en étroite collaboration avec plus de 160 clients sur les 5 continents.

Engagé pour servir au mieux le développement socio-économique de l'Afrique, OCP met l'innovation au cœur de sa stratégie pour une croissance durable du continent.

OCP

www.ocpgroup.ma

Déraillement de Bouknadel : Haro sur le conducteur

Mardi 16 octobre. Outre les accidents de la route qui continuent à faucher des vies humaines, l'année 2018 a été marquée par un drame ferroviaire spectaculaire. Ce jour-là un train TNR 9 (train navette rapide) reliant Casablanca à Kenitra a déraillé au niveau de Bouknadel et a violemment heurté le pilier d'un pont. Bilan : 7 morts et 125 blessés.

L'excès de vitesse est à l'origine du déraillement selon les premiers résultats de l'enquête de services de la police judiciaire de la Gendarmerie royale. Le train roulerait à 158 km/h au lieu de 60 qui est le maximum autorisé sur le tronçon de l'accident. C'est ce qui explique d'après les enquêteurs la violence de l'accident. Le parquet a conclu à la responsabilité du conducteur qui a été inculpé pour homicide et blessures involontaires et déféré manu militari- alors qu'il est lui-même blessé- devant le tribunal de première instance de Salé où il comparaît en état d'arrestation.

Cette version qui a surpris plus d'un arrange évidemment les affaires du directeur général de l'ONCF Rabie Lakhlie qui a eu droit au Parlement à une belle défense de la part de son ministre de tutelle le PJD Abdelkader Amara qui a vanté ses mérites de gestionnaire. Là où l'on voit que les responsables ont toujours un ou deux trains de retard... ●

Pour Yatim c'est la fête de la jeunette !

Le PJD se la joue parti des vertueux. Mais nombre de ses responsables se font régulièrement prendre des positions sulfureuses...Le star du dernier « film-culte » en date est le ministre de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle Mohamed Yatim qui a été filmé à son insu, fin septembre par un inconnu, alors qu'il était en train d'arpenter en galante compagnie l'avenue des Champs-Elysées à Paris.

La vidéo immortalisant sa balade la main dans la main avec un jeunet non voilé de surcroît a fait le tour des réseaux sociaux. Cette séquence volée a choqué les internautes et mis dans l'embarras son parti où les tenants de l'aile rigoriste dont il fait partie ont fustigé un comportement contraire aux valeurs islamiques. Sommé de s'expliquer, le ministre a assuré à un journal arabophone que ce n'était pas «une escapade amoureuse» comme cela été répandu sur les réseaux sociaux. «Nous sommes venus à Paris chacun de son côté et à des jours différents », précise-t-il, ajoutant que son voyage était lié à «une activité partisane», tandis que sa fiancée était venue pour « des raisons familiales et pour faire des achats». Le ministre a divorcé avec la femme de ses enfants pour épouser la jeune kinésithérapeute dont il est tombé sous le charme à l'occasion de soins qu'elle lui prodiguait à domicile après une fracture du pied. Pour Yatim c'est le pied ! ●

Mohamed Yatim, ministre de l'Emploi.

Mondial 2026 : Le Maroc défait pour la 5ème fois !

Mercredi 13 juin. C'est la douche froide dans le camp marocain. La déception se lisait ce jour-là sur les visages de Moulahom Hafid et compagnie qui s'efforçaient de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

La logique a prévalu dans le vote pour l'organisation de la coupe du monde de football 2026 organisé mercredi 13 juin à Moscou. La candidature marocaine a été battue par celle du trio américain (USA-Canada-Mexique) qui a remporté haut le pied cette compétition (134 voix contre 65) où le Maroc a péché de bout en bout par absence de réalisme politique et de réalisme tout court. Sauf miracle, le Maroc n'avait objectivement aucune chance, comme nous l'avons expliqué dans des articles précédents, de remporter la partie face à un adversaire de taille.

Résultat : Le Maroc s'est fait éconduire pour la cinquième fois de son histoire. Après les déceptions de 1994, 1998, 2006, 2010, le gâchis de 2026 ! Avec un palmarès aussi riche, le Royaume mérite la coupe du monde des candidatures hasardeuses et inabouties. Cette affaire commence à bien faire, surtout que ces tentatives infructueuses ont englouti des budgets colossaux.

On va encore nous dire que la sixième fois sera la bonne et que le rêve peut encore se réaliser ? Bien évidemment ! Juste après cet échec, le Maroc a annoncé sa volonté de postuler pour le Mondial 2030. Cette fois-ci, il n'ira pas seul mais dans le cadre une candidature commune avec l'Espagne et le Portugal célébrée comme un facteur force qui lui permettra de décrocher le Graal... Autrement, la FIFA doit penser à promouvoir le Maroc Nation organisatrice de la plus grande fête du monde sportif... par ancienneté. » a-t-il affirmé. Benchaâboune ne s'en fisc pas ! ●

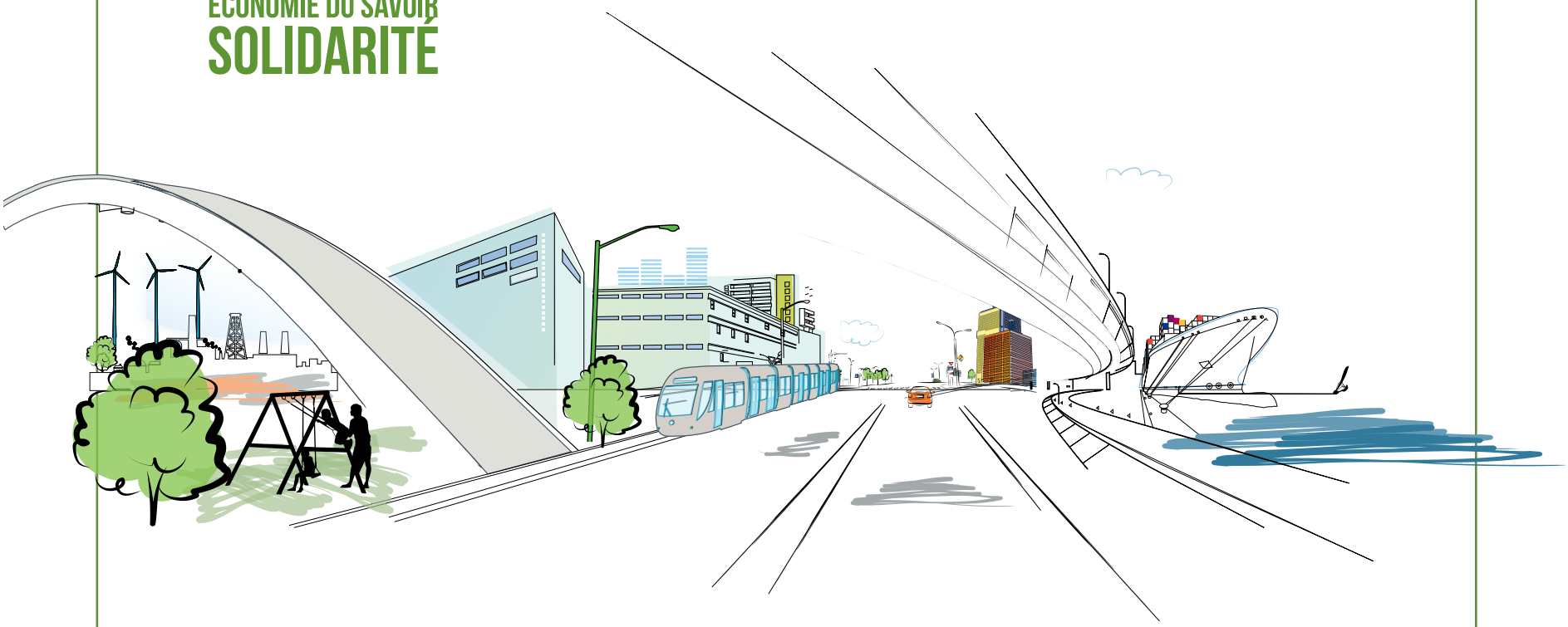
Russie 2018 : Des Lions de l'Atlas sensationnels

Le parcours des Lions de l'Atlas en Coupe du monde de Russie, s'est arrêté dès le premier tour de la compétition, en juin dernier. Les hommes d'Hervé Renard avaient alors perdu d'entrée de jeu contre l'Iran (1-0), enchaîné avec une seconde défaite face au Portugal (1-0) et réalisé un bon match nul lors de la dernière rencontre du groupe contre l'Espagne (2-2). Même si les coéquipiers de Medhi Benatia ont échoué à ce stade de la compétition, les Marocains étaient fiers de leur équipe qui a livré à leurs yeux un jeu qualité en tenant la dragée haute à l'équipe de Ronaldo et aux coéquipiers de Ramos. Les Marocains étaient fiers de la prestation de leurs Lions qui ont fait un retour sensationnel au Mondial après 20 ans d'absence. ●

GESTION DE L'ÉPARGNE
RETRAITE
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
ZONES INDUSTRIELLES
AMÉNAGEMENT URBAIN
TOURISME
SERVICES FINANCIERS
INVESTISSEMENT
BANQUE
ECONOMIE DU SAVOIR
SOLIDARITÉ

CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION

UN GROUPE EN ACTION
POUR UN MAROC EN DÉVELOPPEMENT



Institution financière créée en 1959, la Caisse de Dépôt et de Gestion s'érige aujourd'hui en un Groupe de premier plan, acteur central de l'économie nationale.

Investisseur institutionnel majeur, impliqué dans les principaux projets structurants du Royaume, le Groupe CDG contribue activement au développement économique et social du Maroc.

Avec plus de 5000 collaborateurs et près d'un million de clients servis au quotidien, le Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion est un opérateur de référence dans tous les métiers dans lesquels il évolue : Gestion de l'épargne/Prévoyance - Développement Territorial - Tourisme - Banque/Finance/Investissement.

Pour le Maroc Avenir

www.cdg.ma GroupeCDG

صندوق الإيداع والتدبير
ⵜⴰⵙⴷⴰⵡⵉⵜ ⵏ ⵓⵙⵎⵓⵜⵜⴰⵏ ⴷ ⵓⵙⵎⵓⵏⴰⵏ
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION

Affaire du Sahara : Une main tendue à un régime qui a perdu pied...

Dans son discours du 6 novembre 2018, à l'occasion du 43ème anniversaire de la Marche verte, S.M. le Roi Mohammed VI a proposé à Alger un dialogue « direct et franc » dans le cadre d'un « mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation. Objectif : « dépasser les différends » qui empoisonnent les relations entre les deux pays depuis plus de 40 ans. Plutôt que de répondre de manière officielle à cette énième main tendue et sûre du souverain, Alger a choisi de distiller en off sa position dans certains supports de la presse locale. Pour le site d'information TSA, l'appel lancé par le Roi du Maroc est un « non-événement ». Pour sa part, le quotidien panarabe Al-Araby Al-Jadid, cité par Algérie patriotique, a relayé une source de la diplomatie algérienne qui considère que l'Algérie « ne répondra pas au discours de Mohammed VI » qu'il considère comme « une manœuvre destinée à la consommation médiatique ». Ce type de réactions ressemble parfaitement à un pays dont les dirigeants se sont cadenassés depuis longtemps dans un anachronisme profond aggravé par un autisme politique chronique propre à tuer tout espoir de rapprochement entre les deux pays.

Il fallait attendre le jeudi 22 novembre pour que l'Algérie réponde indirectement à la proposition royale par une manœuvre flagrante : la tenue « dans les délais les plus rapprochés » d'une réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ! Or, cette dernière a été tuée dans l'œuf par les manigances algériennes contre l'intégrité territoriale du Royaume et son certificat de décès a été acté par le souverain dans son discours d'Abidjan fin 2017. Mais faut-il réellement espérer une quelconque inflexion d'un régime qui a longtemps perdu la main ? ●

Boycott : Machination politique

20 avril 2018. Le phénomène a démarré lorsqu'un premier message Facebook anonyme a lancé la campagne de boycott contre trois marques-phares du pays aux tarifs dont les prix sont jugés excessifs. Dans le collimateur : l'eau minérale Sidi Ali, le lait Centrale Danone et les stations-service Afriquia. Pourquoi avoir ciblé ce trio alors que leurs prix ne sont pas plus élevés que ceux des entreprises concurrentes ? Voilà qui dégage une entreprise aux relents malveillants qui a pris de court et la classe politiques et les élites économiques.

La défense du pouvoir d'achat de la population, telle a été l'objectif brandi officiellement par les initiateurs inconnus de cette mystérieuse action qui ont surfé allègrement sur le mécontentement populaire et que les suivistes par plusieurs milliers ont relayé sans trop se poser de questions sur différents groupes de discussions sur les réseaux sociaux. Mais il apparaitra vite que ce qui a été présenté comme une initiative spontanée est en vérité une immense opération de manipulation, ayant mobilisé de gros moyens, montée pour des objectifs politiques inavoués.

Il s'agit principalement d'un coup perfide dirigé contre Aziz Akhannouch l'homme politique dont l'appel au boycott de son entreprise de distribution de carburant Afriquia, visait à le discréditer et à ternir son image aux yeux de la population. Les deux entreprises, Centrale Danone et Sidi Ali, n'avaient été jetées en pâture aux consommateurs que pour servir de camouflage aux véritables desseins des initiateurs de cette campagne qui laissera quand même des traces. Mais à qui profite le crime ? Aux islamistes du PJD dont les brigades électroniques bien organisés ont, bien avant le démarrage de cet appel au boycott, ciblé par un flot de messages diffamatoires et de photomontages injurieux. Une fois le boycott lancé mis en marche, il n'est pas impossible que d'autres officines liées à l'ex-patron du PAM Ilyas El Omari et à d'autres chapelles se soient introduites dans la brèche dans une sorte de convergence d'intérêts.

Homme à l'efficacité redoutable et au pragmatisme à toute épreuve, confirmés par sa réussite remarquable dans le domaine des affaires et son expérience non négligeable dans la gouvernance publique locale et nationale, Aziz Akhannouch a aussi l'oreille du Roi qui apprécie son esprit patriotique et ses qualités à la fois humaines et managériales. C'est naturellement qu'il est devenu l'homme à salir, voire à abattre qu'il s'agissait pour ses détracteurs de discréditer pour l'empêcher de prendre le pouvoir en 2021 avec le RNI qu'il a réussi à mettre en ordre de marche.

D'ailleurs, une étude réalisée en septembre 2018 par le cabinet français « Influence Data & Strategy (IDS Partners) a conclu que cette campagne de boycott, « n'a pas été totalement spontanée, mais aurait été soutenue par des entités organisées maîtrisant les réseaux sociaux de manière évidente, structurée, et coordonnée, avec un usage perceptible de robots. » Et les auteurs de l'enquête de s'interroger : « Derrière la fronde sociale, faut-il en réalité y voir une fronde essentiellement, voire uniquement, politique ? », en soulignant que « les produits frappés par le boycott – eau minérale, carburants, produits laitiers - sont pas des produits de consommation courante des classes les plus pauvres de la population marocaine, pourtant les plus touchées par le renchérissement du coût de la vie. » ●

GMT+1 : L'heure de la discorde

Le gouvernement Al Othmani a déclenché les commentaires courroucés et ironiques des réseaux sociaux avec sa décision de dernière minute de maintenir définitivement l'heure d'été (GMT+1) toute l'année alors que le passage à GMT, le dernier dimanche de chaque mois d'octobre à 3 heures du matin (soit le 28 octobre pour 2018), était prévu depuis plusieurs semaines, donnant lieu à un communiqué daté du 26 octobre du ministère chargé de la Réforme de l'administration et de la fonction publique. Le ministre en charge de ce département l'USFP Mohamed Benabdelkader signe alors soudainement un contre-communiqué pour dire aux Marocains de ne pas reculer leur montre de 60 minutes et que le gouvernement a décidé de garder GMT+1 toute l'année. Soit 12 mois sur 12 qu'il pleuve, vente ou neige ! C'est un conseil de gouvernement extraordinaire, réuni vendredi 26 octobre en catastrophe comme s'il devait statuer sur une affaire gravissime, qui a adopté le maintien définitif de GMT+1 officialisé par un projet de décret publié le lendemain samedi au Bulletin officiel alors que ce dernier ne sort que les jours ouvrables. L'argument d'économie d'énergie dégainé par le gouvernement pour justifier cette mesure impopulaire ne tient pas la route. En effet, GMT+1 fait consommer plus d'électricité aux ménages étant donné que les Marocains doivent se lever plus tôt que d'habitude à cette période de l'année et laisser les lumières allumées un peu au-delà de 8 heures, obscurité oblige. Les enfants se rendent justement à l'école alors qu'il fait encore nuit. Ce qui a soulevé la colère des parents aux quatre coins du pays. Dans sa précipitation, l'exécutif a oublié qu'il devait consulter le Parlement pour changer une loi par une loi et non par un simple décret (la loi instituant GMT est datée du 2 juin 1967 et publiée dans le BO du 12 juillet 1967). Bonjour le temps de l'improvisation. ●

RétRo MaRoc 2018

Le chantage des transporteurs routiers

La grève des transporteurs routiers, organisée du 18 octobre au 1er novembre 2018 a laissé des traces. Elle a pris en otage un certain nombre de secteurs vitaux et perturbé sérieusement l'approvisionnement des marchés et des ports. Ce qui a impacté directement le citoyen à cause de l'envolée de plusieurs produits de consommation quotidienne. Les commerçants des produits périssables comme les fruits-légumes et la volaille ont payé un lourd tribut

à ce débrayage organisé en guise protestation contre la cherté du gasoil et la revendication du droit à la surcharge remis en cause par le gouvernement dans le code de la route.

Représentant 6% du PIB et 9% de la valeur ajoutée du secteur tertiaire pour un chiffre d'affaires de 15 milliards de DH, le transport routier peine à se moderniser malgré sa libéralisation entrée en vigueur en mars 2003, censée justement favoriser sa mise à niveau. Plus de 10 ans après la mise en œuvre de la réforme qui a apporté la suppression des agréments et la fin du monopole de l'ex-office national du Transport (ONT) force est de constater qu'il est toujours miné par l'informel qui représente quelque 32% de l'activité. Et qui dit informel dit opacité, non-respect de la loi et désordre pour une corporation qui brasse beaucoup de cash.

Et ce sont justement les champions de cette économie souterraine sur quatre roues qui étaient en première ligne lors de cette grève, exerçant à visage découvert un chantage à l'Etat. En plus de l'instauration d'un carburant professionnel à des tarifs compétitifs, les grévistes voulaient continuer à pratiquer la surcharge alors qu'elle connue pour être à l'origine d'accidents fâcheux et de détérioration du réseau routier. ●

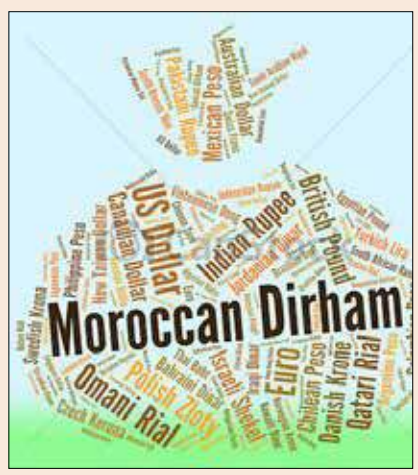
LGV : Le Maroc passe à la vitesse supérieure

Jeudi 15 novembre. Ce jour-là, S.M le Roi Mohammed VI a inauguré en présence du président français Emanuel Macron la ligne à grande vitesse entre Tanger et Casablanca. Première réalisation du genre en Afrique, il s'agit du « projet phare de la relation bilatérale entre la France et le Maroc », selon la présidence française. Longue de 200 km, cette ligne à grande vitesse relie en 2 h 10 au lieu de 4 h 45 les deux régions les plus dynamiques du Maroc, le pôle Rabat-Casablanca et Tanger, important hub entre l'Afrique du Nord et l'Europe. Très critiquée en interne, la LGV est-il de nature à servir le développement économique du pays ou s'agit-il juste d'une méga réalisation qui bénéficie principalement aux entreprises françaises qui ont participé à sa construction? Etait-il prioritaire d'investir plusieurs milliards de DH dans la LGV alors que plusieurs villes du pays ne sont pas encore reliées par le train et que le réseau ferroviaire traditionnel souffre de plusieurs défaillances? (vétusté, pannes des locomotives, absence de confort, retards à répétition...). Les détracteurs du train à grande vitesse ont dégainé ces arguments pour soutenir que le Maroc a brûlé les étapes et qu'il aurait été plus judicieux d'investir dans des secteurs essentiels où le pays accuse des retards considérables, principalement l'éducation. Tel n'est pas l'avis des partisans de la LGV qui la considèrent comme un projet structurant et bénéfique pour l'économie nationale. ●

MaRoc en dessin

Flottement du dirham : Le Maroc dit oui au FMI

Le 15 janvier. Après une période de flottement provoqué par plusieurs hésitations et un rétro-pédalage au mois de juillet 2017, le gouvernement a décidé d'adopter le nouveau régime de change du dirham conformément aux exigences du FMI.
Afin d'éviter de se voir se reproduire un mouvement de spéculation et de manique similaire consécutif à l'annonce de cette mesure en juillet 2017, le ministère de l'Economie et des Finances a annoncé ce changement majeur pour le pays, via un simple communiqué. Avant l'entrée en vigueur de la flexibilité du dirham, sa valeur était fixée à 40% sur le dollar et à 60% sur l'euro. Le passage à un système de change flottant, libère le dirham du lien avec ces deux devises et le soumet au système incertain de l'offre et de la demande. Selon Bank Al Maghrib, « la parité fixe devenait de moins en moins compatible avec l'internationalisation de l'économie marocaine ». Le FMI, qui encourage cette réforme, note que les salaires marocains augmentent plus rapidement que la productivité du travail. « En conséquence, l'avantage du coût salarial marocain pourrait ne pas se prolonger dans un contexte de stabilité du dirham.» L'enjeu est triple pour le Maroc : résorber le déficit d'une balance des paiements structurellement déficitaire, développer le secteur financier et attirer les investisseurs étrangers, en particulier chinois. Certains experts appréhendent toutefois une dépréciation du dirham, avec à la clef une augmentation des coûts des importations, notamment des produits énergétiques. Dépourvu de réserves en hydrocarbures, le Royaume doit en effet en importer massivement pour répondre à sa demande intérieure. Un an après l'entrée en vigueur de la flottabilité du dirham, la monnaie nationale s'est globalement bien comportée face au dollar et à l'euro. ●



Santé publique : démission collective des médecins

Mercredi 24 octobre. Après plus d'un an de manifestations, grèves et sit-in, les médecins du secteur public ont décidé de frapper fort. C'est ainsi que pas moins de 130 d'entre eux, opérant dans la région de Casablanca-Settat, ont présenté leur démission collective. Dans une lettre adressée au ministère de la Santé, accompagnée de la liste complète des noms des médecins démissionnaires, ces derniers déplorent «la situation catastrophique» que connaît le secteur de la santé publique. Auparavant, le même geste d'exaspération a été accompli par une cinquantaine de médecins des hôpitaux de l'Oriental et une trentaine de leurs collègues officiant à Ouarzazate. Ces démissions sont l'expression d'un malaise profond qui mine une santé publique minée par mille et un maux. Dans ce contexte, les médecins démotivés se plaignent de l'absence des moyens qui leur permettent de soigner convenablement les flux continus des patients. Ces démissions collectives en série ont laissé de marbre le ministre de tutelle et le gouvernement qui n'arrêtent pas de se dorer la pilule. ●

Entretien avec Nabil Adel

« Une réflexion sur un nouveau rôle de l'État doit être engagée »

dans cet entretien, nabil adel* livre une analyse de la situation économique du pays avec quelques pistes pour résorber un certain nombre de maux dont celui du chômage des jeunes.

***Nabil Adel** **

Propos recueillis par Abdellah Chankou

Quel regard portez-vous sur l'année qui s'écoule dans le domaine économique ?

L'année 2018 ne restera pas dans les annales comme une année particulièrement riche sur le plan économique où nous n'avons assisté à aucune rupture majeure, même polémique, comme furent la réforme de la caisse de compensation, le dossier des retraites ou encore la campagne de rapatriement des avoirs à l'étranger. Il faut dire que le tempérament calme du chef du gouvernement y est pour quelque chose, contrairement au caractère fougueux de son prédécesseur. Les réformes sont à l'image de leurs porteurs.

Trouvez-vous que le Maroc est trop endetté et qu'il faut s'en inquiéter ?

La dette reste dans des limites acceptables, mais son rythme de croissance par rapport à la richesse nationale doit nous interpeller. Or s'il y a un chantier sur lequel l'exécutif doit se pencher et rapidement, c'est bien celui de la dette. Car au train où vont nos performances économiques actuelles et le train de vie de notre administration, celle-ci risque de devenir rapidement insoutenable. Ainsi, sur les 10 dernières années, elle est passée de 45,4% du PIB en 2008 à 64,5% en 2017, soit 20 points de plus. En d'autres termes, non seulement l'État coûte cher aux Marocains au point qu'ils doivent s'endetter pour maintenir son train de vie, mais les dépenses financées par cette dette ne génèrent pas la croissance économique qui permet, au moins, de les maintenir à un niveau stable. Autrement dit, avec une croissance économique moyenne de 4,6% sur les 10 dernières années et un coût moyen de l'endettement de 4,8% sur la même période, l'augmentation de la part de la dette dans la richesse nationale était une fatalité.

> Les Métiers mondiaux du Maroc (MMM) censés résoudre une partie du problème du chômage, commencent à présenter eux-mêmes des signes d'essoufflement.

Comment dans ces conditions lutter contre le chômage des jeunes diplômés qui ne cesse de croître ?

La croissance économique créatrice de richesses est la première réponse au problème de chômage au Maroc. Nous sommes piégés par une situation stationnaire où les leviers de croissance changent peu (agriculture, tourisme et faible valeur ajoutée industrielle), alors que le nombre de diplômés du secondaire et du supérieur augmente d'une année à l'autre sous l'effet de la massification de l'enseignement. Le chômage touche au Maroc 1,216 million de personnes, soit 10,2% de la population active. Il frappe particulièrement les femmes, les jeunes, les citadins et les diplômés. Cinq facteurs expliquent ce fléau : (a) faible niveau de qualification des chercheurs d'emploi, (b) insuffisante dynamique de création d'emplois par le secteur privé, (c) impact de conjoncture économique dans un pays dépendant encore des aléas climatiques (d) problèmes d'organisation et de gouvernance du marché du travail et (e) conséquences de la politique économique « trop » focalisée sur la préservation des équilibres macroéconomiques, au détriment de la croissance et donc de la création d'emplois. Chaque gouvernement depuis celui de Abderrahmane Youssoufi a concocté son propre plan pour venir à bout du phénomène, mais les résultats ont été insuffisants, car aucun de ces plans ne s'est attaqué aux racines du problème et entrepris les réformes structurelles nécessaires. De ce fait, aucun gouvernement n'a réussi à ramener le taux de chômage durablement en dessous de 9%.

Mais comment résorber le chômage ces jeunes ? Existe-t-il une solution miracle?

Il n' y a pas de solution miracle. Les pistes de réflexion pour venir à bout de ce fléau sont les suivantes : Primo, une réorientation de la politique économique vers plus de croissance. Secundo, un nouveau rôle de l'État dans la dotation factorielle quantitative et qualitative des secteurs stratégiques et investissement direct dans ces secteurs, en mobilisant une partie de l'épargne nationale et la dépense publique. Tertio, l'élargissement du statut de l'entrepreneur et du jeune promoteur en intégrant une approche multidimensionnelle, incluant recrutement, formation, accompagnement, encadrement et financement. Quarto, actions pour la prévention de la défaillance d'entreprises, qui consisteraient en l'octroi privilégié de l'entreprise marocaine de marchés publics et la résolution du problème des délais de paiement. Quinto, facilitation du premier accès au marché du travail par la prise en charge par l'État du SMIG, l'exonération des cotisations sociales et le financement de l'employeur en mode tiers payant et au choix d'une formation d'insertion professionnelle de la nouvelle recrue.

La solution de l'employabilité durable des jeunes se trouve-t-elle seulement dans les métiers mondiaux du Maroc ?

Les Métiers mondiaux du Maroc (MMM) censés résoudre une partie du problème du chômage, commencent à présenter eux-mêmes des signes d'essoufflement et de contreperformance. Hormis, un ou deux métiers qui donnent des résultats globalement satisfai-

sants, les autres montrent de sérieux signes de dysfonctionnements. Au lieu d'être une solution, ils sont devenus eux-mêmes un problème. La notion d'État stratège qui a nourri ces plans a clairement montré ses limites chez nous et une réflexion sur un nouveau rôle de l'État doit être engagée avant de parler d'un nouveau modèle de développement.

Ce gouvernement a-t-il objectivement les moyens pour relever les défis qui assaillent le pays de toutes parts ?

Naturellement qu'il en a les moyens, puisqu'il dispose des instruments et des ressources de l'État nécessaires. Les deux vraies questions sont de savoir s'il a la bonne politique et surtout le courage et les nerfs, de mener ses réformes, en affrontant les forces de résistance et en imposant sa vision des choses sans tomber dans le consensus mou.

La bourse continue à s'enfoncer dans la léthargie. Comment inverser la vapeur ?

La bourse de Casablanca continue de souffrir des mêmes maux depuis bientôt une décennie : nombre limité de sociétés cotées, absence de nouvelles introductions, forte concentration de la capitalisation sur quelques titres, manque de transparence dans la communication financière des émetteurs, contrôle de l'activité d'intermédiation boursière et de gestion d'actifs par les banques commerciales, faiblesse des flottants affectant négativement la liquidité du marché, limites ridiculement contraignantes imposées aux compagnies d'assurances et aux caisses de retraite pour l'investissement en actions.

La léthargie de la place casablancaise nous éclaire sur deux lacunes de notre modèle de développement et sur un problème socioculturel. La première lacune est liée à notre incapacité après de décennies de « réformes » à mettre en place un marché des capitaux aux normes internationales permettant de financer l'innovation et la création de richesses, sans que des vautours ne le transforment en économie casino de gains faciles, à coup de capitalisme de connivence et de passe-droits. En effet, le Maroc avait commencé une série de réformes audacieuses au début des années 1990, mais depuis, elles se sont essoufflées se résumant à une production stérile de textes législatifs sans substance et surtout sans ancrage dans les réalités de notre bourse, et plus généralement, de notre économie. Les fonctionnaires qui supervisent le marché ont cette manie de penser qu'il suffit d'une loi pour assurer le fonctionnement optimal d'un marché, oubliant que la loi ne fait que protéger un marché qui fonctionne déjà.

Comment relancer la bourse? Est-ce une fatalité qu'elle s'installe durablement dans la léthargie et la morosité ?

Là où l'autorité de tutelle devait sévir face à des manquements qui ont terni l'image du marché, ses actions ont été molles et sporadiques.

L'autre lacune est plus globale. Elle réside, au-delà de la baisse des indices et de la chute des volumes, dans l'échec de nos politiques économiques et l'incapacité des différents exécutifs depuis 2008 à donner de la visibilité aux investisseurs et aux épargnants. En fait, la crise de la bourse est une crise de toute l'économie marocaine, dont la place casablancaise n'est que le miroir.

Quelle analyse faites-vous du mouvement des Gilets jaunes en France ?

Il faut dire qu'aucun président ne trouve grâce aux yeux des Français et chacun a eu droit à une levée de boucliers et une chute de popularité plus prononcée que ses prédécesseurs. Le problème en France est plus structurel.

Il est celui de beaucoup de pays développés qui décrochent, en raison de la montée en puissance des pays émergents qui non seulement leur raflent des parts de marchés dans le commerce international, mais accélèrent leur désindustrialisation, grâce à la mondialisation et à la libre circulation des facteurs de production. La perte de pouvoir d'achat des Français est d'abord à chercher dans l'incapacité des pays occidentaux à suivre le rythme d'un mouvement (mondialisation) qu'ils ont eux même provoqué et dont ils ont été les chantres. C'est une rotation de civilisation tout à fait prévisible car s'inscrivant dans la logique de l'histoire. ●

(*)Nabil Adel est enseignant-chercheur, consultant et essayiste. Il est également directeur du groupe de Recherche en Géopolitique et Géoéconomie de l'ESCA – École de Management.

ROYAUME DU MAROC

CASAANFA
Agence d'Urbanisation et de Développement d'Anfa
GROUPE CDG

APPEL D'OFFRES

PROJET CASA ANFA
SÉLECTION DE CANDIDATS POUR L'EXPLOITATION DE LOCAUX COMMERCIAUX AU SEIN D'ANFA PARK

Situé sur le site historique de l'ancien aéroport d'Anfa, le projet Casa Anfa a pour ambition de créer une nouvelle centralité urbaine au cœur de Casablanca sur une superficie globale de plus de 350 ha.

Ce projet urbain d'envergure comprendra des programmes de logements, des bureaux, des commerces, des hôtels ainsi que des équipements d'éducation, de santé, de culture, de sport et de loisirs.

Casa Anfa abritera un vaste réseau de parcs et de jardins constituant l'armature verte du projet autour d'un grand parc métropolitain, Anfa Park, de 50 ha.

Une première phase de 18 hectares d'Anfa Park est entièrement aménagée et équipée. Elle offre un ensemble d'équipements et de services destiné à tous, parmi lesquels des agrès sportifs, des aires de jeux pour enfants, un skate-park, des espaces de promenade et de détente et des lieux de restauration, ...

Dans le cadre de son offre d'animation d'Anfa Park, l'Agence d'Urbanisation et de Développement d'Anfa («**AUDA**») lance le présent appel d'offres pour la sélection de candidats pour l'exploitation de locaux commerciaux sis au sein d'Anfa Park («**Appel d'Offres**»).

Les personnes physiques ou morales intéressées sont invitées à retirer le dossier de l'Appel d'Offres au siège de l'AUDA.

Les dossiers de candidature doivent parvenir sous plis fermés, à l'attention de Monsieur le Directeur Général de l'AUDA, par courrier recommandé avec accusé de réception, ou déposés contre récépissé au bureau d'ordre de l'AUDA au plus tard le 25 février 2019 à 15h.

Pour tout renseignement, prière de contacter :
Pôle Stratégie et Développement
Tel. : 05 22 91 80 00 • Fax : 05 22 90 12 77 • ao.anfapark@auda.ma
Aéroport Casa Anfa - Hay Hassani BP 82 382 Oum Rabii - 20036 Casablanca

CASAANFA.COM

ILS FERONT PARLER D'EUX EN 2019

Conseil de la concurrence :
Guerraoui à l'épreuve

C'est un Conseil de la concurrence aux pouvoirs élargis, qui lui ont été octroyés par la réforme mise en place en 2013, que préside depuis novembre Driss Guerraoui. Cette version est indépendante pourvue d'un pouvoir d'autosaisine et de sanction contrairement à l'ancienne dotée d'un simple avis consultatif qui lui imposait d'attendre le feu vert du gouvernement pour se saisir d'un dossier relevant de ses attributions. Sur le papier, le changement est de taille. Une révolution. Mais dans la pratique, le Conseil de Guerraoui doit montrer qu'il exerce pleinement ses pouvoirs à la fois d'enquête et de décision loin d'une quelconque pression émanant des lobbys économiques et politiques qui ont intérêt à maintenir le statu quo dans nombre de secteurs réputés être protégés et donc fermés à une concurrence saine et loyale. Sans oublier les marchés publics qui sont loin d'être un exemple de transparence. La léthargie qui a duré près de 5 ans, qui a frappé le Conseil depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme s'explique sans doute par l'entrée en action des forces de résistance qui voient dans un régulateur électron libre une menace réelle pour leurs intérêts et leurs positions dominantes fondées sur les ententes sur les prix, la concurrence déloyale et les atteintes aux droits du consommateur. La nouvelle constitution, promulguée en juillet 2011, a constitutionnalisé le Conseil de la Concurrence, faisant de la régulation un choix irréversible au même titre que l'économie de marché. Il fut dire que le mouvement du 20 février a précipité ce résultat que les dirigeants du Conseil n'avaient jamais osé réclamer se contentant juste de demander plus d'indépendance pour l'institution. Une revendication qui ne trouvera jamais d'écho favorable auprès des décideurs politiques qui ne voulaient pas entendre parler d'un vrai Conseil de la Concurrence. Le contexte a changé. De plus en plus de voix issues de la société civile s'élèvent pour réclamer bruyamment que le Conseil de la Concurrence intervienne pour protéger le consommateur contre les prix jugés abusifs pratiqués par certains secteurs. A l'occasion de la passation des pouvoirs entre le président sortant Abdelali Benamour et son successeur Driss Guerraoui, tous deux issus des rangs de l'USFP, le premier a souhaité d'ailleurs plein succès dans ses nouvelles missions "malgré la lourdeur des tâches" qui est la sienne. Pour sa part, M. Guerraoui, fin connaisseur du domaine économique, a dit sa volonté d'œuvrer pour "mettre en œuvre les principes de la transparence, de l'intégrité et de l'impartialité, garantir l'égalité entre les différents acteurs économiques, promouvoir la concurrence loyale et instaurer un climat favorable aux affaires pour renforcer la concurrence des marchés et l'attractivité de l'économie marocaine".

> De plus en plus de voix issues de la société civile s'élèvent pour réclamer bruyamment que le Conseil de la Concurrence intervienne pour protéger le consommateur.

Depuis la relance du régulateur en août 2008 à mi-novembre 2018, ce ne sont pas moins de 70 dossiers qui ont été traités avec des avis et des décisions rendus. L'ancienne équipe a laissé sur la table une quarantaine de dossiers déjà instruits. C'est dire que M. Guerraoui et ses collaborateurs ont du pain sur la planche. ●

LA CAN OU RIEN

Le Maroc participe à la CAN 2019 pour la remporter. Le sélectionneur français n'a pas d'autre choix que d'atteindre cet objectif sur lequel il s'est engagé dans le contrat le liant à la Fédération royale marocaine de Football (FRMF). Faute de quoi, c'est son avenir avec les Lions de l'Atlas qui sera remis en cause. L'homme à la chemise blanche en est conscient qui a profité d'un dîner de presse, organisé récemment en l'honneur des journalistes sportifs nationaux, en présence du président de la FRMF Faouzi Lekjaa pour renouveler son engagement : « notre objectif suprême, celui qui sera dans la tête de tous les Marocains, est de gagner la CAN-2019 », indiquant que le titre continental demeure la seule manière d'entériner tous les bons résultats atteints par le Maroc lors des dernières échéances. Force est de reconnaître que l'arrivée de Hervé Renard a relancé le football national qui commence à sortir de la spirale des défaites du passé en obtenant notamment de bons résultats en Afrique où il a réalisé un excellent palmarès. En 2012, il gagne la CAN avec la Zambie, qui était loin d'être la meilleure sur le papier. Et avec la Côte d'Ivoire en 2015. Les Marocains reconnaissent à M. Renard le mérite d'avoir monté une équipe solide et compétitive, bonne aussi bien en attaque qu'en défense. Autant de qualités qui lui ont permis de se qualifier pour la Coupe du monde de Russie sans encaisser le moindre but lors du dernier tour – et de pratiquer un jeu offensif et agréable, mais aussi de livrer une prestation honorable lors de cette compétition mondiale même si elle a été éliminée dès le premier tour. Pour le coach national, l'équipe nationale dispose actuellement d'une belle ossature sur laquelle tout le monde compte dans la quête ultime du Graal africain. M. Renard n'a pas caché que la pression sera très grande, mais tous les joueurs et les membres du staff sont capables de la surmonter, formulant son souhait de pouvoir encore une fois montrer la superbe image du football marocain lors de la prochaine CAN. ●

Force est de reconnaître que l'arrivée de Hervé Renard a relancé le football national qui commence à sortir de la spirale des défaites du passé.

Jettou, un œil vigilant et expert sur les finances publiques

Absence de vision stratégique dans nombre ministères, mauvaise gestion et parfois concussion, exploitation très peu judicieuse du foncier de l'Etat, comptes spéciaux du trésor, caisses des retraites, dilapidation des fonds publics, aggravation de l'endettement public, médiocrité du service public…Il n' y a pas de ministère, d'établissement public ou de collectivité qui n'ait pas été épinglé par la Cour des comptes dont les rapports se succèdent et se ressemblent, pointant un déficit manifeste dans la gouvernance publique qui se traduit par une foultitude de dérives et de dysfonctionnements préjudiciables à tous les niveaux. En plus de ces rapports relayés par les médias et qui scandalisent à chaque fois une opinion publique qui réclame des têtes et la fin de l'impunité, la Cour présidée par Driss Jettou rend plusieurs arrêts en matière de vérification et de jugement des comptes ainsi que dans le domaine de discipline budgétaire et financière.

Dérive

Elle lui arrive aussi de saisir la justice pour des dossiers comportant des actes pouvant justifier des poursuites pénales. Connu pour sa rigueur et sa droiture, Drissi Jettou c'est en quelque sorte le regard vigilant de l'Etat sur les finances publiques et la manière dont elles sont gérées. Une démarche qui lui vaut les critiques des députés aussi bien de la majorité que de l'opposition qui n'apprécient pas que les petits arrangements des politiques avec les deniers publics soient révélés au grand jour portant sur les dépenses électorales des partis passées au peigne fin par les magistrats de la Cour ou concernant la gestion discutable de nombre de départements publics.
Or, Driss Jettou, qui connaît bien les rouages de l'Etat et leur fonctionnement pour avoir été plusieurs fois ministre et une fois chef de gouvernement, n'est pas dans une logique de chasse aux sorcières. Le seul souci de ce Soussi expérimenté natif d'El Jadida est que l'efficience soit la valeur qui transparait dans les comptes publics.
Après le dévoiement de son rôle sous l'époque de l'ancien président Ahmed Midaoui qui en a fait un tribunal qui instruit des procès à charge, Driss Jettou a œuvré pour corriger cette dérive en recentrant la juridiction sur son véritable rôle. Celui d'agir en instrument qui en toute indépendance juge la régularité des comptes à la lumière des règles de la comptabilité publique et contrôle la bonne gestion des deniers de l'Etat et leur usage sain. Les recommandations des magistrats de la Cour des comptes doivent normalement être prises en comptes par les pouvoirs publics pour prendre des initiatives fortes visant à corriger les dysfonctionnements et autres irrégularités relevées par les magistrats enquêteurs lors de leurs investigations. Depuis l'arrivée de Driss Jettou en 2012, ces derniers bénéficient régulièrement de séminaires de formation dans le cadre d'un plan ambitieux (2017-2021) pour qu'ils soient mieux outillés en matière de contrôle externe de la gestion des finances publiques. ●

ROYAUME DU MAROC

CASAANFA
Agence d'Urbanisation et de Développement d'Anfa
GROUPE CDG

APPEL D'OFFRES

PROJET CASA ANFA
MISE EN VALEUR DU BÂTIMENT DE L'AÉROGARE DE L'ANCIEN AÉROPORT D'ANFA

Situé sur le site historique de l'ancien aéroport d'Anfa, le projet Casa Anfa a pour ambition de créer une nouvelle centralité urbaine au cœur de Casablanca sur une superficie globale de plus de 350 ha.

Ce projet urbain d'envergure comprendra des programmes de logements, de bureaux, de commerces, d'hôtels, ainsi que des équipements d'éducation, de santé, de culture, de sport et de loisirs.

Ce nouveau pôle abritera un vaste réseau de parcs et jardins constituant l'armature verte du projet, dont un grand parc urbain de près de 50 hectares. Il accueille également Casablanca Finance City, la place financière internationale de Casablanca, qui représente un hub économique et financier au niveau régional.

Après le démarrage des premières opérations de développement (logements, bureaux, commerces, équipements d'éducation et de santé, etc.), l'Agence d'Urbanisation et de Développement d'Anfa (AUDA) lance le présent appel à idées pour la mise en valeur du bâtiment de l'aérogare de l'ancien aéroport d'Anfa.

Les architectes intéressés sont invités à retirer le dossier d'AO au siège de l'AUDA.

Les dossiers de candidature doivent parvenir sous plis fermés, à l'attention de Monsieur le Directeur Général de l'AUDA, par courrier recommandé avec accusé de réception, ou déposés contre récépissé au bureau d'ordre de l'AUDA au plus tard le 31 Janvier 2019 à 15h.

Pour tout renseignement, prière de contacter :
Pôle Stratégie et Développement
Tel. : 05 22 91 80 00 • Fax : 05 22 90 12 77 • s.benzekri@auda.ma
Aéroport Casa Anfa - Hay Hassani BP 82 382 Oum Rabii - 20036 Casablanca

CASAANFA.COM

C'est certain, l'affaire Hamieddine est bien partie pour nourrir la tension entre le PJD et le pouvoir. Une tension appelée à monter de plusieurs crans au cours de 2019 qui verra le procès, dont la première audience est programmée pour le 25 décembre 2018, prendre une tournure spectaculaire avec son lot de révélations et de prises de position.

Le PJD a d'ores et déjà haussé le ton aussitôt après l'annonce de la nouvelle de l'ouverture des poursuites judiciaires à l'encontre d'Abdelali Hamieddine par la Cour d'appel de Fès pour complicité dans la fameuse affaire du meurtre en 1993 de l'étudiant Basiste Benaïssa Ait El Jid. Plusieurs ténors du parti, à commencer par le bouillonnant ministre d'Etat aux droits de l'homme Mustapha Ramid, sont montés au créneau pour dénoncer un « machination politique» et tirer à boulets rouges sur la justice, n'hésitant pas au passage à faire douter de son indépendance. Dans un post sur son compte Facebook, M. Ramid s'est dit «surpris par cette accusation», surtout que l'affaire où est impliqué son collègue «a déjà été jugée », lui ayant valu une peine de deux ans de prison ferme qu'il avait purgée totalement. Ouvertes avec les magistrats avant même le démarrage du procès, les hostilités promettent d'être encore plus fortes, sauf si les islamistes calment le jeu comme cela leur a été recommandé par Saad Eddine Al Othmani qui se retrouve du coup dans une situation pour le moins embarrassante.

LE PROCÈS HAMIEDDINE

OUVRE

UNE NOUVELLE CRISE ENTRE LE PJD ET LE POUVOIR

C'est dire le jeu d'équilibriste que doit mener le chef du parti-locomotive au pouvoir pour éviter aux siens une nouvelle crise avec le pouvoir où ils peuvent laisser des plumes. En fait, le secrétaire régional du PJD de la région Rabat-Salé-Kenitra et président du Forum de la dignité pour les droits de l'Homme, a fait l'objet de plaintes comportant des éléments nouveaux, déposées par la famille du défunt, la dernière datant de fin 2017. Plaintes que la justice ne pouvait pas ignorer pour faire éclater la vérité sur un crime qui continue à hanter les nuits du principal accusé. ●

Reconduire les mêmes pour changer

L'année 2018 aura été aussi celle des congrès de plusieurs partis politiques nationaux. MP, PPS et PAM. Seul ce dernier a changé de chef (le remplacement de Ilyas El Omari par Hakim Benchammach) tandis que les deux autres ont décidé dans un bel geste d'unanimisme dont la classe politique use et abuse de garder leurs patrons inamovibles, Mohand Laenser et Nabil Benabdellah. Belle réponse au désir de changement exprimé partout y compris au plus haut nouveau de l'Etat. ●

Lamjarred très copain avec les ennuis

Alors qu'il n'en a pas encore fini avec sa première affaire de viol où il a été accusé en 2016 par une jeune française et qui lui a valu d'être incarcéré à Paris, le chanteur marocain Saad Lamjarred s'est retrouvé de nouveau en août 2018 au centre d'une nouvelle histoire de viol. La supposée victime a dénoncé des faits qui se seraient déroulés dans un établissement de nuit de Saint Tropez en France. Remis en liberté sous contrôle judiciaire en décembre dernier, le sulfureux crooner est visé par plusieurs enquêtes pour des faits similaires. Lamjarred est-il le genre à contourner les voies directes au profit des culs-de-sac ? ●

Plan Maroc Vert : Les clignotants au vert

Un seul indicateur illustre mieux que mille discours la progression réalisée par le secteur agricole depuis le lancement en 2008 du Plan Maroc Vert (PMV) : le PIB. En 2018, soit dix ans après la mise en œuvre de cette stratégie agricole ambitieuse, celui-ci a été porté à 125 milliards de DH. Ce qui correspond à une croissance de 60%. C'est le ministre de tutelle Aziz Akhannouch, l'artisan du PMV, qui a révélé cette performance lors d'une rencontre organisée mardi 18 décembre 2018 à au Centre international des conférences Mohammed VI de Skhirat où ont afflué les représentants des chambres d'agriculture et interprofessions agricoles. Objectif : faire le bilan des réalisations permises par le PMV grâce à ses différents programmes transverses (financement et investissement, eau et irrigation, les projets de l'agriculture solidaire et de l'agriculture à haute valeur ajoutée, la coopération internationale et développement des exportations agricoles et alimentaires). Le rendez-vous de Skhirat, qui fait suite à celui de Marrakech du 18 octobre 2018 consacré au bilan des réalisations en matière de développement des filières agricoles, a permis au ministre, à ses équipes et aux différents intervenants du secteur de prendre acte du chemin accompli tout en se projetant dans l'avenir pour mesurer ce qui reste à faire.

Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime.

Sur ce chapitre, les producteurs sont appelés à redoubler d'efforts et d'initiatives pour conquérir de nouveaux marchés notamment à l'export pour écouler leurs produits agricoles. Attendre que le ministère qui a réussi le pari de la production et de la diversification s'occupe aussi de l'organisation de circuits de commercialisation et de distribution c'est ne pas s'appuyer sur la formidable dynamique du PMV pour trouver des débouchés supplémentaires.

Le Plan Maroc Vert avec ses deux piliers (l'un dédié à l'agriculture moderne et l'autre à l'agriculture solidaire) a réussi à remettre le secteur au cœur des enjeux de développement national. Hausse du volume des investissements, augmentation de la productivité dans différentes filières, organisation de l'interprofession, promotion des produits du terroir à haute valeur ajoutée, amélioration notable des conditions de vie du petit fellah... A la faveur des instructions royales devant le Parlement à l'occasion de l'ouverture de la session d'octobre 2018, le Maroc se dirige vers l'élaboration d'un Plan Maroc Vert nouvelle génération visant, ainsi que l'a préconisé le souverain, à « l'émergence d'une classe moyenne rurale ». Un nouveau défi pour Aziz Akhannouch qui a déjà planché sur les mécanismes à adopter pour que le Maroc des campagnes crée davantage de richesses pour tous ses habitants. ●

UNE BANQUE ENGAGÉE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

RétRo Monde 2018

Jacob Zuma, la chute d'un président corrompu

L'un des premiers événements ayant marqué 2018 est venu de l'Afrique du Sud. Fin février de cette année le Président Jacob Zuma démission sous la pression de son parti, le Congrès national africain (ANC). L'Afrique du Sud se souviendra de lui comme du pire chef d'Etat qu'elle ait connu depuis la chute du régime d'apartheid. Sa présidence, qui devait s'achever en 2019, a été marquée par un déclin économique, de nombreux scandales de corruption. La fuite dans la presse locale de milliers de mails confidentiels, entre les Gupta – un empire industriel indien – et plusieurs membres du gouvernement, a renforcé ces suspicions provoquant sa chute. Soupçonné d'avoir placé ses alliés à la tête des entreprises publiques et des instances gouvernementales, Zuma résiste et s'obstine avant de décider enfin de sortir par la petite porte. ●

Egypte : al-Sissi et bouche cousue

Au pays des pharaons, la société civile a du mal à survivre alors que toute liberté d'expression mène dans les geôles du président-maréchal général le tout-puissant Abdel Fattah al-Sissi. Les rêves de « pain, liberté, égalité » scandés par les manifestations lors de la "révolution de 2011" sont aujourd'hui loin. Le régime a multiplié en 2018 les lois visant à limiter les libertés. Après la loi anti-terroriste de 2015 et celle de décembre 2016 sur la régulation des médias, les autorités égyptiennes ont mis en place cette année une législation qui assimile (Quoi ?) les utilisateurs de réseaux sociaux avec plus de 5 000 abonnés aux médias les rendant ainsi soumis aux mêmes règles, notamment en ce qui concerne la diffusion de ce que les autorités considèrent comme de fausses nouvelles.

Le président Abdel Fattah al-Sissi a lui-même mis en garde les médias contre la publication d'informations jugées diffamatoires vis-à-vis de l'armée, en les qualifiant de «haute trahison». Près de 500 sites d'information ont été bloqués en Egypte en 2018. De nombreux journalistes et blogueurs croupissent aujourd'hui en prison sans même avoir eu droit à des procès. En Egypte, la parole est tellement surveillée que même les blagues peuvent mener en prison. La célèbre chanteuse, Sherine Abdel Wahab, l'a appris à ses dépens. L'artiste, populaire dans le monde arabe, a en effet été condamnée pour avoir dénigré la qualité des eaux du Nil sur le ton de la plaisanterie au cours d'un concert. ●

Trump déchire l'accord iranien

Comme promis lors de sa campagne électorale, Donald Trump a rompu l'accord sur le nucléaire iranien depuis la Maison Blanche. Ce texte signé en 2015 par Barack Obama vise, en échange d'une levée progressive des sanctions, à s'assurer que Téhéran ne se dote pas de l'arme nucléaire. Le président américain a même rétabli les sanctions contre l'Iran. Trump a toujours affiché sa réserve envers l'accord sur le nucléaire iranien. Lors de sa campagne électorale, il avait promis de «déchirer» ce texte, qu'il a plusieurs fois qualifié de «désastre». En cause selon lui, une période d'engagement trop courte des Iraniens (jusqu'en 2025), et sa portée trop limitée – il n'empêche pas l'Iran de poursuivre ses activités malveillantes dans la région de son soutien envers le régime de Bachar al-Assad aux rebelles chiites houthis au Yémen, ni ses tests de missiles balistiques. Trump a d'ailleurs qualifié Téhéran de "principal sponsor du terrorisme". ●

Algérie : l'heure noire se poursuit

Forte inflation, crise de liquidité, une croissance ne dépassant pas 2,8 % en 2018, augmentation du nombre des chômeurs, l'Algérie n'arrive plus à voir le bout du tunnel. Près de 10 % des Algériens sont retombés dans la pauvreté rien qu'en 2018, à en croire la Banque Mondiale. Le taux de chômage a augmenté de près de 1,5 point de pourcentage, en raison de la croissance léthargique du secteur hors hydrocarbures de 11,7 % en septembre 2017, soit un niveau légèrement plus élevé que celui de 10,5 % enregistré en septembre 2016. Le chômage est particulièrement important parmi les personnes instruites, les jeunes et les femmes et, dans certains cas, tient au désir d'attendre un emploi dans le secteur formel. Dans ce contexte de crise économique profonde, le pouvoir à bout de souffle et d'idées semble en parfaite déconnection de la réalité. Alors que le navire coule, le régime militaire n'arrive toujours pas à trouver un successeur au président fantoche Abdelaziz Bouteflika qui pourtant n'est plus que l'ombre de lui-même. Et la farce d'un nouveau mandat pour Bouteflika n'amuse plus personne. Les apparitions du président algérien se sont raréfiées depuis un accident vasculaire cérébral en 2013 qui a affecté sa motricité et son élocution. Mais il a assisté en mai à deux événements publics, notamment le 15 mai en fauteuil roulant. Avant même l'annonce officielle d'une intention de briguer un 5e mandat, par la voix de son parti le FLN, des intellectuels avaient prévenu le chef de l'Etat algérien contre les "forces malsaines" qui "se mettent en branle pour vous indiquer le chemin du cinquième mandat", et l'ont appelé à "renoncer" au pouvoir. ●

التأمين الإجباري على المرض
بحال أي منخرط ف CNSS ،
و بفضل L'AMO ، سمير قدر يوفر
حماية صحية ليه و لعائلتو
- تغطية صحية سريعة على مختلف الأمراض
- تعويض حتى ل 100% على الأمراض المزمنة
- تحمل مصاريف العلاج في المغرب و فالخارج عند الضرورة
/cnss.officiel
www.cnss.ma
080 203 0100
080 203 3333
080 200 7200
Google Play
App Store
الضمان الاجتماعي
CNSS
ملتزمون بحمايتكم

RétRo Monde 2018

Arabie Saudite : La caravane MBS s'ensable

Il n'y a pas si longtemps, il incarnait le visage d'une Arabie Saoudite, plus ouverte. Puis, il y a eu la guerre au Yémen, l'embargo contre le Qatar et en 2018, la campagne de répression interne ou encore la fausse démission du Premier ministre libanais, Saad Hariri. Et soudain, la disparition de Jamal Khashoggi... L'homme fort de Riyad, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane, a multiplié cette année les mauvais pas. Décrit comme impulsif et pressé, ce trentenaire à la voix rauque et à la stature imposante, qui aime se présenter comme un réformateur, paye les résultats d'une méthode de gouvernance

controversée. Le dernier exemple en date est la disparition suspecte du célèbre éditorialiste saoudien Jamal Khashoggi. Aujourd'hui, l'image de la pétromonarchie wahhabite, et par ricochet celle de celui qui tient les commandes, sont ternies. Une image que le prince s'évertuait à redorer et à moderniser depuis que son père est monté sur le trône saoudien en janvier 2015. Nommé par le roi Salmane ministre de la Défense, puis prince héritier en juin 2017, il a connu une ascension fulgurante et une certaine notoriété en Occident. Notamment grâce à son projet de transformation de l'économie saoudienne, son engagement à lutter contre la corruption et le terrorisme, et à libéraliser, en douceur, un royaume rigoriste et ultra-conservateur. ●

Irak, l'enfer des femmes libres

2018 est une année noire pour les femmes irakiennes, surtout celles qui veulent vivre libres et libérées. Le monde entier a suivi avec horreur l'affaire du meurtre de la jeune Irakienne Tara Farès, "coupable" d'afficher sa féminité et de vouloir vivre comme les femmes de son âge. Un crime qui montre combien ce pays rongé par le confessionnalisme et la violence ne tolère plus la moindre différence. Blonde, rousse, brune, peu importait la couleur de ses cheveux, son visage était connu de presque 3 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux. À 22 ans, l'ancienne miss Irak 2014 a été assassinée en pleine rue, à Camp Sarah, un quartier du centre de

Bagdad. Trois tirs mortels l'ont atteinte, alors qu'elle était au volant de sa Porsche blanche décapotable. Dans un pays très conservateur comme l'Irak, Tara Farès avait trouvé son moyen d'expression, les réseaux sociaux. Adepte des voyages, la jeune femme signalait rarement sa présence à Bagdad dans ses publications, la ville qui l'a vue naître. Elle se savait en effet menacée et la cible des groupes les plus conservateurs du pays. Elle avait ramené de ses voyages en Europe les codes de la jeunesse occidentale. Sur ses clichés, Tara Farès mettait en scène ses tatouages, ses manucures, ses tenues et ses sorties, un mode de vie détonant en Irak. Aurait-elle payé le prix fort de cette liberté ? Au total, cette année quatre femmes ont été assassinées en Irak. Rasha Al-Hasan et Rafif Yasiri, propriétaires de salons de beauté à Bagdad, ont également été tuées. ●

Les retrouvailles des deux Corées

L'année 2018 restera dans les annales de l'histoire coréenne. Cette année, les deux pays voisins ennemis ont enfin mis fin à des décennies de froid diplomatique. Kim Jong-un et Moon Jae-in se sont retrouvés en avril dans le village de Panmunjom sur la ligne de démarcation qui fait office de séparation entre les deux Corées. À l'issue de cette rencontre historique, les deux dirigeants se sont engagés dans une déclaration commune à une «dénucléarisation complète de la péninsule coréenne». Ils ont aussi convenu de cesser toutes leurs activités hostiles sur terre, mer et air, et ont exprimé leur volonté de transformer la zone démilitarisée qui les sépare en une «zone de paix». Ils devraient déclarer cette année la fin de la guerre de Corée, dont l'armistice avait été signé en 1953, et transformer le cessez-le-feu en accord de paix. ●

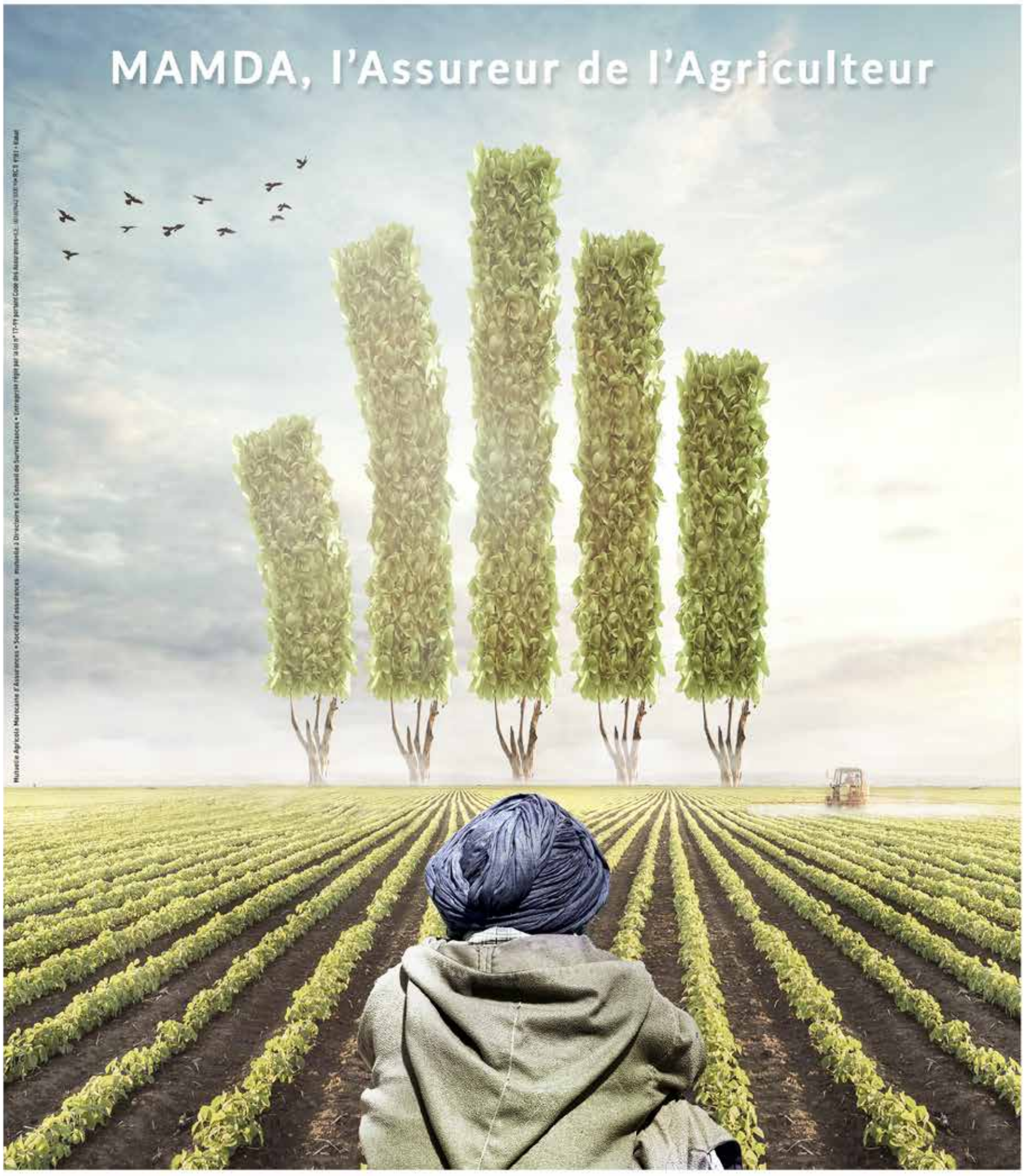
Khashoggi et la maison de l'horreur

Si l'affaire Khashoggi a déclenché cette année un séisme politico-médiatique mondial, ce n'est pas seulement parce qu'elle ressemble à un film d'horreur avec comme protagonistes des personnages aussi immondes, les uns que les autres. Ce n'est pas seulement parce que la victime écrivait dans les pages de l'un des quotidiens les plus influents au monde, le Washington Post, et qu'elle disposait d'un vaste réseau dans les milieux diplomatiques et journalistiques américains. Le reten-

tissement qu'a eu la disparition de Jamal Khashoggi, tué dans le consulat saoudien d'Istanbul, tient en partie, aussi, à son symbolisme. La mort de cette figure de la presse saoudienne, qui pourtant refusait l'étiquette de dissident et n'avait rien d'un progressiste, peut être vue comme une nouvelle offensive de la contre-révolution arabe.

Certes, la fuite en avant des régimes autoritaires dans le tout-répressif est une tendance mondiale, encouragée par le dédain de Donald Trump pour les droits de l'homme et le multilatéralisme. En matière de répression, de purge et d'éliminations, la Russie de Vladimir Poutine et la Turquie de Recep Tayyip Erdogan n'ont rien à apprendre de l'Arabie Saoudite. Après les révélations concernant le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, les Occidentaux ont pris leurs distances avec Riyad.

Mais difficile de condamner ouvertement le royaume, avec lequel les liens sont très nombreux. Difficile de retirer au royaume son titre de poids lourd au Moyen-Orient. Car il s'agit du premier exportateur mondial de pétrole et de la première économie du monde arabe. ●



التعاضدية الفلاحية
mamda

Depuis plus d'un demi siècle, MAMDA veille à préserver nos agriculteurs des aléas de la vie en couvrant leurs santé et leur retraite, en assurant leurs récoltes, en protégeant leur cheptel et leurs outils de production.

MAMDA, plus de 50 ans au service des agriculteurs.

Le Monde en dessin

OCP signe une année riche en événements et réalisations

ocP fait partie de ces groupes industriels qui bougent sans avoir la bougeotte. t ravail dans la sérénité et force tranquille. Voici dans l'ordre quelques dates qui ont marqué la vie de ce champion national et ses filiales aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Jamil Manar

Mostafa Terrab recevant un Prix largement mérité.

Février 2018

*OCP Africa, filiale du Groupe OCP - leader mondial sur le marché du phosphate et de ses dérivés - et le Ministère de l'Agriculture burkinabé, représenté par la Direction Générale des Productions Végétales, s'associent pour lancer l'OCP School Lab, un programme de formation unique en son genre composé d'une école itinérante et d'un dispositif digital. La campagne pilote, lancée officiellement le 16 février, vise à former 2 000 agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles, pour les aider à augmenter les rendements de leurs récoltes. Grâce à cette école itinérante, les équipes d'agronomes des deux entités ont sillonné les routes de la Région des Hauts Bassins, durant 2 mois, à la rencontre des agriculteurs.

Le programme OCP School Lab a déjà été lancé dans cinq pays africains auxquels vient s'ajouter aujourd'hui le Burkina Faso.

*OCP Africa a livré une cargaison de 32 000 tonnes d'engrais de phosphate diammonique (DAP) en Tanzanie, qui se rajoutent à une livraison précédente de 23 500 tonnes. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'engagement d'OCP Africa à garantir aux agriculteurs locaux l'accès aux engrais à des prix compétitifs. Cette livraison s'inscrit dans une démarche déjà bien entamée par OCP Africa qui, depuis sa filiale en Tanzanie, œuvre à développer de nombreux partenariats locaux.

Mars 2018

*L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) et l'École des Ponts ParisTech unissent leurs efforts et leurs réseaux pour co-développer des programmes d'enseignement et de recherche au sein de l'UM6P, à travers des modèles innovants et des parcours ciblés répondant aux besoins de l'économie marocaine et plus largement du continent africain.

La conférence inaugurale a eu lieu en présence de Mme Sophie Mougard, directrice de l'École des Ponts ParisTech et MM Chakib Benmoussa et Mostafa Terrab respectivement Ambassadeur Maroc en France et Président de l'UM6P.

Ce partenariat stratégique se base sur la volonté commune des deux institutions de faire de la formation, de la recherche et de l'innovation des axes d'intérêts communs majeurs. Les programmes de formations et de recherche développés actuellement visent à préparer les cadres et futurs leaders africains aux défis des transitions énergétiques et digitales, notamment pour relever les challenges de l'industrie du futur et pour accompagner les politiques publiques.

*C'est en plein cœur de la Palmeraie, sur un terrain d'environ 10 hectares, que le groupe OCP a envisagé la réalisation du projet Dar Al Phosphate. Programme, qui fait partie intégrante du développement stratégique du groupe. Il accueillera diverses représentations : workshops, conférences, formations, séminaires de haut niveau international ...

En référence au patrimoine architectural oriental, les thèmes du Ryad et du jardin Arabo-Andalou seront principalement mis en avant à travers une approche moderne et contemporaine.

Axe majeur dans la conception du projet, l'aménagement paysager sera réalisé par BDP Concept. Fontaines, bassins, végétaux, tous les éléments naturels et paysagers ont été méticuleusement sélectionnés pour sublimer les lieux et placer la nature au centre de l'espace.

*Nouvelle preuve de l'engagement du groupe OCP en faveur du continent africain. A l'occasion du CEO Africa Forum, grande messe des dirigeants d'entreprises africaines réunis les 26 et 27 mars à Abidjan, OCP s'est vu remettre le Prix de la Stratégie de responsabilité sociale de l'année, décerné par un jury de top managers. « Ce qu'OCP fait va au-delà de la simple stratégie de responsabilité sociale. Nous sommes pleinement engagés en faveur du développement de l'agriculture africaine », a déclaré Karim Lotfi Senhadji, CEO d'OCP Africa qui a reçu cette distinction.

Il s'agit de la première fois que ce prix de la meilleure stratégie de responsabilité sociale de l'année est décerné, en partenariat avec le Bureau Veritas. Il entend récompenser la compagnie continentale dont l'engagement envers ses différents environnements est très fort.

Mai 2018

*Le navire Cherry Blossom, saisi illégalement le 1er mai 2017 en Afrique du Sud, vient de quitter les eaux territoriales sud-africaines et sa cargaison a été restituée à son propriétaire légitime, le Groupe OCP.

Au mois de juillet 2017, à la suite d'une décision judiciaire à caractère politique et dénuée de tout fonde-

ment juridique, le groupe OCP avait refusé de participer à un simulacre de procédure judiciaire. À court d'options, la cour sud-africaine avait prononcé un jugement par défaut et sans substance octroyant la propriété de la cargaison au polisario. Constatant l'incapacité de ce dernier à trouver, après huit mois, un acquéreur lui reconnaissant un quelconque droit sur la cargaison, l'armateur a introduit une requête sollicitant une vente judiciaire de celle-ci afin de libérer son navire.

La vente judiciaire qui s'en est suivie s'est à nouveau soldée par un échec, aucun opérateur n'ayant voulu se rendre complice de cette grave entorse aux principes élémentaires du droit menaçant la liberté du commerce international.

*ADNOC et OCP renforcent leur partenariat et annoncent leur intention de créer une joint-venture (JV) de production d'engrais de classe mondiale. La future JV annoncée en marge du Downstream Investment Forum d'ADNOC, tenu à Abu Dhabi les 13 et 14 Mai 2018, bénéficiera de la combinaison des grandes capacités de production de soufre, de l'expertise en ammoniaque, gaz et logistique d'ADNOC, ainsi que de l'accès d'OCP aux plus importantes ressources mondiales de phosphate et de sa position de leader dans l'industrie des engrais.

Ce partenariat conduira à la création d'une joint-venture en plusieurs phases, ayant vocation à détenir des actifs industriels aussi bien à Jorf Lasfar au Maroc qu'à Ruwais aux Emirats Arabes Unis. La JV devrait comprendre deux hubs de production, l'un à Ruwais (EAU) et l'autre à Jorf Lasfar (Maroc) – incluant des nouvelles capacités de production et d'autres existantes – ce qui lui assurera un accès privilégié aux marchés mondiaux.

*OCP Africa, filiale à 100% du groupe OCP, vient d'être autorisée par décret du chef du gouvernement (BO du 24 mai 2018) à prendre une participation dans la future société «Rwanda Fertilizer Company S.A». Laquelle entité sera dotée d'un capital de près de 6,35 millions de dollars, détenu à hauteur de 57,4% par OCP Africa, aux côtés de la compagnie rwandaise APTC Ltd (30%) et l'État rwandais (12,6%).

Juin 2016

*Addis Abeba, 1er Juin 2018. Après le Togo, le Madagascar et le Burkina Faso, la Fondation OCP lance une nouvelle étape de sa Caravane Agricole en Ethiopie, à Addis Abeba. Elle vise 4 régions du pays dans sa phase pilote à savoir, Oromia, Amhara, Tigray et SNNP (Région des nations, nationalités et peuples du Sud). L'objectif de cette caravane étant de compléter la carte de fertilité du sol pour une zone pilote du pays avant fin octobre 2018. Pas moins de 100.000 hectares de sols doivent être cartographiés avec pas moins de 1 000 échantillons de sol composites à collecter et à analyser. Les résultats de ces analyses permettront de créer un outil d'aide à la décision pour de meilleures recommandations d'engrais.

*Le groupe OCP vient d'annoncer une prise de participation de 20% dans Fertinagro Biotech S.L., le spécialiste espagnol de la nutrition végétale. Cette prise de participation sera réalisée via une augmentation de capital. L'opération qui entre dans le cadre de la stratégie de l'OCP visant à promouvoir l'innovation et le développement de produits adaptés aux besoins spécifiques des sols et des cultures à travers le monde.

Elle vient aussi renforcer le savoir-faire du groupe marocain à travers les capacités techniques et la gamme de produits innovants de Fertinagro Biotech, notamment les engrais de spécialités et les biostimulants.

Septembre 2018

*L'école 1337 ouvrira ses portes à Khouribga. La première école au Maroc entièrement gratuite basée sur le modèle pédagogique du «Peer-learning». Fruit d'un partenariat pédagogique entre le Groupe OCP et l'école 42, fondée en 2013 à Paris et sacrée meilleure école de code du monde par CodinGame.

Pour accéder à la formation 1337 qui prévoit de s'étaler sur trois années, pas besoin de diplômes particuliers, seules les compétences des candidats et leur prédisposition à la pratique de l'informatique Ont pris en compte. Le futur établissement disposera d'une superficie de plus de 4.000 mètres carrés répartie sur 4 niveaux avec plusieurs espaces de travail, dont deux clusters de plus de 600 mètres carrés chacun équipés au total de 300 iMac des espaces de détente, de gaming et une cafétéria. Pour sa première promotion, la nouvelle école prévoit d'accueillir 150 étudiants âgés de 18 à 30 ans. Ces derniers seront sélectionnés au terme d'un processus inédit intitulé « Piscine », qui durera 4 semaines.

Novembre 2018

*L'engagement du Groupe OCP en matière d'excellence HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement) a été récompensé par l'obtention d'une médaille d'or de l'International Fertilizer Association (IFA).

Le prix a été remis au PDG du Groupe, Monsieur Mostafa Terrab, mercredi 14 novembre 2018, en marge du Forum stratégique de l'IFA à Pékin, en Chine.

Cette consécration, à laquelle ont eu droit 22 entreprises cette année sur plus de 400, vient confirmer l'engagement fort du Groupe OCP pour la promotion d'une culture exigeante de l'hygiène et de la sécurité basée sur l'anticipation, la prévention des risques et la mobilisation continue de l'ensemble de ses collaborateurs.

Une croissance constante de la demande combinée à une hausse des cours des intrants ont conduit à une reprise des prix.

Décembre 2018

*Le dispositif Al Moutmir

Après El Hajeb en début du mois, le dispositif de proximité « Al Moutmir Li Khadamat Al Qorb » de l'OCP fait escale du 11 au 13 décembre dans la province de Taounate.

Cette 12e étape permettra de clôturer la phase du dispositif consacrée aux cultures de céréales et légumineuses en accompagnant les agriculteurs de Taounate et de Taza « Al Moutmir Li Khadamat A Qorb » est une composante du programme « Al Moutmir » qui porte l'engagement du Groupe OCP en faveur du développement de la filière agricole au Maroc. Pour la campagne agricole 2018-2019, il prévoit des actions ciblées dans près de 28 provinces permettant de proposer un accompagnement diversifié aux agriculteurs.

*Le think tank « OCP Policy Center » a changé sa dénomination pour s'appeler désormais « Policy Center For The New South », a indiqué, vendredi 7 décembre dernier à Rabat, son directeur général, Karim El Aynaoui. Ce changement de nom s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture du Centre sur l'environnement scientifique et entrepreneurial national et international et de sa volonté de mieux exprimer les orientations et la portée de son expertise, a affirmé M. El Aynaoui lors d'un point de presse, notant que cette dynamique est facilitée par une maturation juridique, puisque le Policy Center s'érige désormais en association

*OCP clôt 2018 avec des résultats en hausse à fin septembre. «Le Groupe OCP affiche une performance en nette progression au second trimestre 2018 grâce à un environnement économique et des conditions de marché favorables, en ligne avec nos attentes. En effet, une croissance constante de la demande combinée à une hausse des cours des intrants ont conduit à une reprise des prix. Dans ce contexte, les résultats du Groupe OCP ont enregistré une croissance significative au cours du second trimestre de l'année en cours, améliorant ainsi considérablement la performance au premier semestre 2018 par rapport à la même période de l'année précédente », a déclaré M. Mostafa Terrab. « Par ailleurs, OCP a su tirer profit d'importants avantages opérationnels, à savoir des coûts de production compétitifs, l'augmentation de sa capacité de production - grâce au lancement au mois d'avril de sa quatrième usine d'engrais - ainsi que de sa flexibilité industrielle et commerciale.

La croissance de l'EBITDA au cours du premier semestre 2018 représente le double de la croissance du chiffre d'affaires, ce qui se traduit par une amélioration de la marge d'EBITDA à 30%. » a conclu M. Terrab. Le chiffre d'affaires au premier semestre 2018 a atteint 26 599 millions de dirhams (2,86 milliards de dollars), contre 23 152 millions de dirhams (2,33 milliards de dollars) au premier semestre 2017.

L'EBITDA s'est établi à 8 008 millions de dirhams (862 millions de dollars), contre 5 908 millions de dirhams (594 millions de dollars) au cours de la même période de l'exercice précédent, entraînant une amélioration de la marge d'EBITDA qui passe de 26% à fin juin 2017 à 30%. Les dépenses d'investissement ont atteint 5 140 millions de dirhams (553 millions de dollars) au premier semestre 2018. ●

MDJS
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS
L'ESPRIT SPORTIF !

PARTENAIRE
N° 1
DU SPORT
NATIONAL

SHEM'S

Financement d'infrastructures sportives nationales et de proximité, accompagnement de sportifs de haut niveau, promotion du sport féminin, soutien au monde rural et au handi-sport... Au service de toutes les générations depuis 50 ans... la MDJS est le premier partenaire du sport marocain et contribue à son développement en reversant l'intégralité de ses bénéfices au Fonds National de Développement du Sport.

JOUEZ RESPONSABLE
www.facebook.com/mdjsofficiel
www.mdjs.ma

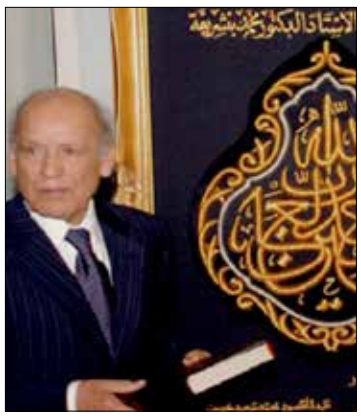
NOUS ONT QUITTÉS

Les dernières notes de Hamid Zahir

Le célèbre parolier et interprète Hamid Zahir, de son vrai nom Hamid Ben Taher, s'est éteint, le 10 décembre à Marrakech, après un long combat contre la maladie. Son chant populaire, son style marrakchi et son jeu sur l'oud sont gravés dans la mémoire des Marocains. Hamid Zahir mettait en valeur le patrimoine musical de Marrakech, sa ville natale. Ses chansons festives se distinguent par les styles dakka et gnawa. Hamid Zahir avait un amour inconditionnel pour la musique. Au lieu de devenir boucher comme le voulait la tradition dans sa famille, il a bataillé pour entrer dans le monde artistique. Il a appris à maîtriser l'oud et a intégré une troupe de Dakka Marrakchia. Vers la fin des années 1950, Hamid Zahir a commencé à produire ses propres chansons. Il enregistre alors dans la maison de production Sabah des titres comme «Awin», «Rouah Li Bgha Yzour», «Lila a Sidi Aâmara». Ces chansons connaissent un grand succès auprès des Marocains. ●

Un grand professeur tire sa révérence

Le professeur Mohamed Benchrifa, membre de l'Académie du Royaume du Maroc, est décédé le 22 novembre 2018 à Rabat, à l'âge de 90 ans. Le défunt, né en 1930 à Laâtamna (province d'El Jadida), avait obtenu sa licence à la faculté des lettres et sciences humaines de Rabat en 1960 et le diplôme des études supérieures en littérature au sein de la même faculté en 1964. Il a également obtenu son doctorat en littérature à l'université du Caire en 1969. Feu Benchrifa a exercé notamment en tant que professeur de littérature andalouse de 1970 jusqu'à sa retraite en 1995. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages de grande valeur qui reflètent son style, et qui ont été récompensés par plusieurs distinctions, notamment le



Prix international du Roi Fayçal pour la littérature arabe pour son étude sur la littérature arabe en Andalousie (1988) et le Grand Prix du Maghreb pour son étude « Abou Tammam et Abou Tayeb dans la littérature marocaine » (1987). Les obsèques du Professeur Mohamed Benchrifa auront lieu après la prière de vendredi au cimetière Achouhada à Rabat. ●

Ali Squalli Houssaini rend l'âme à 86 ans

Ali Squalli Houssaini, l'auteur des paroles de l'hymne national du Maroc est décédé le 5 novembre 2018 à l'âge de 86 ans. Homme de lettres, il a écrit plusieurs ouvrages pour enfants. L'auteur des paroles de l'hymne national, Ali Squalli Houssaini est mort, ce matin à la l'âge de 86 ans, rapportent des sources concordantes. Né à Fès en 1932, il est l'auteur de nombreux ouvrages. Il a fait

ses études universitaires à Qarouiyine avant d'y enseigner la littérature en 1951. Cinq ans plus tard, il rejoint le cabinet royal en 1956. Ali Squalli occupera, ensuite, le poste de conseiller au ministère des Affaires étrangères avant d'opter pour l'éducation 1964 en devenant professeur à l'université des lettres et des sciences humaines à Rabat. Il a reçu en 1992 le prix international du roi Fayçal d'Arabie saoudite en littérature pour enfants. Il finira sa carrière au poste d'inspecteur au ministère de l'Education nationale. ●

Mustapha Madih, un grand technicien s'en va

L'entraîneur marocain Mustapha Madih est décédé, le 4 novembre 2018 à son domicile à Casablanca, à l'âge de 62 ans suite à une longue maladie, apprend-on auprès de ses proches. Madih, qui a dirigé plusieurs clubs notamment le Chabab Al Massira, le Raja Béni Mellal, Hassania d'Agadir et l'Olympique de Khouribga, a été à la barre technique de la sélection olympique ayant rem-

porté la médaille d'or des jeux de la Francophonie au Canada en 2001 et du Onze marocain à la Coupe Arabe (Koweït 2002) qui avait enlevé la médaille de bronze. Avant son décès, il était entraîneur de l'équipe du Maroc des moins de 17 ans. Il avait aussi remporté la coupe du Trône (2006) et le championnat avec l'OC Khouribga (2007) puis le doublé coupe-championnat avec les FAR (2008). A l'étranger, il avait pris les commandes de la sélection nationale du Qatar (2008) et du club qatari d'Al Wakrah lors de la saison sportive 2009/2010. ●

Khadija Jamal quitte la scène

L'actrice marocaine Khadija Jamal est décédée début octobre 2018 à l'âge de 83 ans des suites d'une longue maladie. Khadija Jamal était notamment connue pour son rôle joué dans la série co-

mique « Lalla Fatima », portée par Khadija Assad et Aziz Saadallah. La défunte est connue pour ses multiples rôles à la télévision et pour son militantisme auprès de la résistance contre l'occupation française. ●

Kachbal quitte Zeroual pour l'au-delà

Il était sans doute l'un des comiques les plus populaires avec son acolyte Zeroual. Ali Bachar, alias Kachbal est décédé en août 2018 à Settat des suites d'une longue maladie à l'âge de 86 ans. Il formait avec son neveu Mohammed Bachar (fils de son demi-frère) un duo qui a su mettre toutes les générations d'accord dans les années 1970 à 1980. Ce sont les grands souks de la région de Chaouia qui ont servi de première scène au tandem avant de faire la part belle

des soirées en prime-time du petit écran. Leurs représentations et spectacles à la manière de la «halqa» traditionnelles étaient rythmés de musique et de sketchs comiques évoquant ainsi plusieurs thématiques sociales, de quoi intéresser petits et grands. Kachbal et Zeroual, nés la même année, avaient reçu nombre de prix et hommages lors de leur carrière notamment en 2013 de la part de l'Association du Maroc Profond pour la protection du patrimoine, qui organise le festival national «Loutha». ●

Henri Michel, l'ex-coach des Lions de l'Atlas quitte la partie

Figure du football français, l'ancien du Onze national et du Raja casablancais, Henri Michel est décédé, mardi 24 avril 2018, à l'âge 70 ans, suite à une longue maladie. Il était l'entraîneur des Lions de l'Atlas durant plusieurs périodes et a marqué par son empreinte la participation marocaine au Mondial 1998. Aujourd'hui, c'est le football français, le football marocain et toute la planète football qui est en deuil. Henri Michel a toujours porté le Maroc dans son cœur. Des grandes équipes comme le Raja de Casablanca se souviennent encore de ce technicien qui a marqué leurs histoires. D'ailleurs, les Verts lui ont rendu plusieurs hommages après avoir gagné la Coupe de la CAF, remporté il y a encore quelques semaines. ●

Aznavour, une voix mythique s'est éteinte

Charles Aznavour, dernier des géants de la chanson française, est mort le 1er octobre 2018, à 94 ans à son domicile dans les Alpilles. Véritable ambassadeur de la culture française, le chanteur le plus connu à l'étranger revenait d'une tournée au Japon, après avoir été contraint d'annuler des concerts cet été en raison d'une fracture du bras après une chute. Connu pour ses grandes chansons comme La Bohème, La Mamma ou Emmenez-moi, il a aussi écrit pour les plus grands, Juliette Gréco, Gilbert Bécaud, Edith Piaf qui le soutint ardemment et fut un de ses « quatre points cardinaux avec Charles Trenet, Constantin Stanislavski et Maurice Chevalier ». Il a aussi fait carrière au cinéma avec des grandes figures du cinéma français. ●

A voir

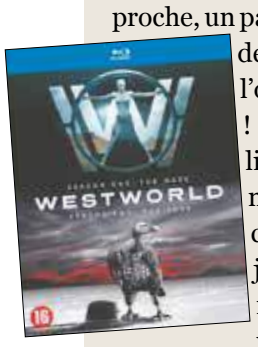
"Columbo", 50e anniversaire

Un imper usé, une vieille Peugeot 403, un chien nommé « le Chien », des bouts de cigares et une épouse invisible mais omniprésente... On connaît par cœur le lieutenant Columbo, monument historique de la télé. L'intérêt de cette intégrale ? Nous rappeler le génie de Peter Falk, acteur fétiche de John Cassavetes, aux côtés de Ben Gazzara et Gena Rowlands (tous présents dans la série), et mettre en avant celui d'invités de marque (Johnny Cash, Faye Dunaway...) et de cinéastes alors débutants (Steven Spielberg, Jonathan Demme...). Incontournable, comme dirait sa femme. ●
Coffret L'intégrale collector DVD

"Sharp Objects"

Après le succès de Big Little Lies, le cinéaste Jean-Marc Vallée s'illustre à nouveau sur le petit écran avec ce thriller au féminin, adapté du roman de Gillian Flynn. Dotée d'une mise en scène à la fois âpre et éthérée, sa minisérie nous plonge dans les tourments intimes et psychologiques d'une journaliste (épatante Amy Adams), revenue dans sa ville natale pour enquêter sur le meurtre d'une jeune fille. Avec la vénéneuse Patricia Clarkson dans le rôle de la redoutable mère toxique. Brillant et coupant comme du papier glacé. ● DVD ou Blu-ray

Westworld



Futuriste et visionnaire, cette série est en passe de devenir la coqueluche des amateurs de sciences fiction. Dans un futur proche, un parc d'attractions permet aux visiteurs de revivre l'époque de la conquête de l'ouest ... dans ces moindres détails ! Des robots humanoïdes très réalistes rebootés à chaque visite sont mis à leur disposition dans des décors plus vrais que nature. Mais un jour, l'équilibre de ce système bien rodé s'effondre lorsque les robots prennent conscience des réminiscences de leur version passée... Pour une série déjà culte, cette version Blu-Ray permettra aux puristes de se replonger dans l'univers envoûtant de cette série aux allures de dystopie. ●
Coffret DVD Saison 1 & 2

A lire...

Le Maroc face au printemps arabe

Khalil Hachimi Idrissi

Dans «Le Maroc face au printemps arabe, chronique du mouvement du 20 février 2011», ouvrage du journaliste et écrivain Khalil Hachimi Idrissi, paru aux Éditions la Croisée des chemins qu'il a présenté devant un aréopage de personnalités et d'amis jeudi 6 décembre à Casablanca, on retrouve les réponses aux nombreux questionnements que l'on pourrait se poser quant à la genèse du Mouvement du 20 février, ses attentes, ses aspirations et ses résultats. A travers ses éditos, regroupés dans ce livre, M. Hachimi Idrissi était un guetteur, un lanceur d'alerte de ce spasme collectif généré et recyclé au Maroc et dont l'onde de choc avait frappé la Tunisie, l'Égypte, la Syrie, le Liban, etc. Le journaliste a senti, puis vu, la bourrasque venir, sans prescience bien sûr, mais parce qu'il avait sans doute subodoré son inévitabilité dans les latitudes de notre espace régional propre. ●

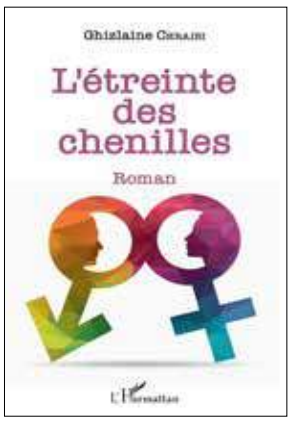
Mensonges et vérités

James Comey

Comment rester loyal envers les valeurs que vous avez défendues toute votre vie, même quand cette loyauté peut entraîner votre perte ? Le jour où Donald Trump a congédié James Comey, alors directeur du FBI, en mai 2017, il a déclenché un gigantesque incendie politique. Celui qui s'est retrouvé au cœur des flammes a gardé le silence jusqu'aujourd'hui. Dans ce livre très attendu, l'ancien patron du FBI raconte pour la première fois le rôle historique qu'il a joué lors de l'élection présidentielle de 2016. Tout au long de cet ouvrage exceptionnel, fourmillant de révélations, il témoigne de l'importance vitale qu'il y a pour tous les dirigeants comme pour chaque citoyen à encourager une culture qui place la vérité au sommet de leur échelle de valeurs. . ●

L'étreinte des chenilles

Ghizlaine Chraibi



Dans son roman, « L'étreinte des chenilles », paru chez L'Harmattan, Ghizlaine Chraibi nous plonge dans un monde dystopique où les femmes ont destitué la gent masculine jusqu'à l'écraser et ont finalement instauré un système matriarcal. L'histoire se déroule dans un futur proche en 2068 précisément et dans un pays nommé Fractalie. Un pays qui ressemble au Maroc sauf qu'il est dirigé par des femmes. Elles occupent les grands postes de décision. Elles gèrent tout. De la politique en passant par le monde des affaires jusqu'aux foyers. Plus besoin d'hommes. Dialogue indirect en deux voies, ce roman fait part de deux visions, l'une féminine et l'autre masculine. ●

La vérité sort de la bouche d'un cheval

Meryem Alaoui

Avec son premier roman «La vérité sort de la bouche d'un cheval», paru chez Gallimard, la jeune marocaine, Meryem Alaoui entraîne ses lecteurs dans un tourbillon narratif parfaitement maîtrisé – et subtilement engagé. Ce roman inaugural d'une œuvre qui s'annonce prometteuse possède en effet les allures d'opus tellement il est maîtrisé. Il s'agit même d'un ouragan, comme son personnage principal, une jeune prostituée marocaine pleine d'intelligence et de ressources au caractère bien trempé. Elle se nomme Jmiaa, une fille de joie qui vit seule avec sa fille dans un petit appartement dans un quartier du centre de Casablanca. Un roman palpitant qui dresse avec finesse mais sans concession un portrait du Maroc d'aujourd'hui. C'est une peinture haute en couleur de la vie quotidienne dans un Maroc populaire où chacun fait face aux difficultés à force de vitalité et de débrouillardise. ●

A lire... 7 LIVRES POUR ACCUEILLIR 2019 EN BEAUTÉ

Sortir du chaos

Gilles Kepel

L'horreur du "califat" de Daesh au Levant entre 2014 et 2017 et son terrorisme planétaire ont été une conséquence paradoxale des "printemps arabes" de 2011. Pourtant ceux-ci avaient été célébrés dans l'enthousiasme des slogans démocratiques universels et de la "révolution 2. 0" . Comment s'est installé ce chaos, et peut-on en sortir pour de bon après l'élimination militaire de l' "Etat islamique" ? Ce livre replace les événements en contexte, depuis la guerre d'octobre 1973 (du "Kippour" ou du "Ramadan"), suivie de l'explosion des prix du pétrole et de la prolifération du jihad, à travers ses trois grandes phases depuis l'Afghanistan et Al-Qaïda. Puis il propose le premier récit complet rétrospectif des six principaux soulèvements arabes, de la Tunisie à la Syrie. ●

Psychologie : L'étreinte des chenilles

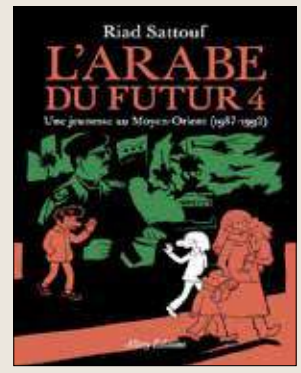
Ghizlaine Chraïbi

Quand un écrivain donne la parole à une femme, c'est vite interprété comme du féminisme. C'est d'une façon subtile que l'auteure fait part de deux visions, l'une féminine et l'autre masculine. Elle met ainsi à la porte le féminisme stéréotypé, tout en critiquant avec nuance et légèreté le machisme patriarcal. ●

Polar : La belle de Casa

In Koli Jean Bofane

Ichrak, tous les hommes la craignaient, autant qu'ils la convoitaient. Oui mais voilà, un matin elle est retrouvée assassinée dans une rue de Casablanca. L'enquête est racontée par un jeune Congolais qui vient d'arriver au Maroc. Le livre se poursuit sur fond de description d'un quartier populaire et de ses difficultés. Une réalité amère dans un humour mordant. ●



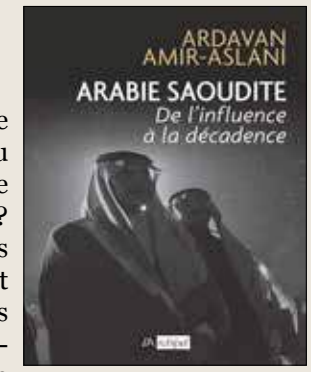
Bande dessinée : L'Arabe du futur 4

Riad Sattouf

Autant se le dire, cette bande dessinée aux couleurs sombres est un vrai phénomène éditorial. L'auteur nous décrit sa vie à travers des scènes aussi réalistes que déchirantes. Dans ce quatrième volume, il revient sur sa jeunesse au Moyen-Orient. ●

Arabie Saoudite: De l'influence à la décadence

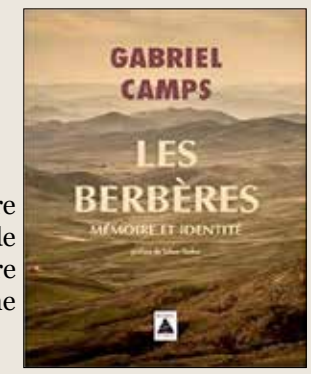
Ardavan Amir-Aslani



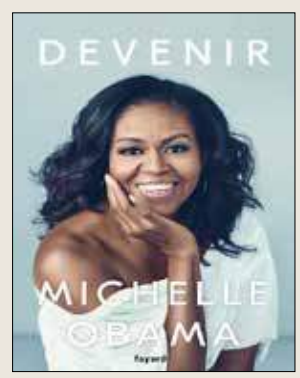
Depuis le début du règne des Saoud, en 1932, l'Arabie Saoudite s'est taillée un fief dans le sang, bénéficiant du soutien des Occidentaux qu'elle abreuve d'or noir. Ne possède-t-elle pas un quart des réserves mondiales de pétrole ? Cette dynastie tire son pouvoir d'un pacte vieux de deux siècles entre un prédicateur wahhabite et un émir. Alliance du sabre et du turban qui assura son hégémonie sur la péninsule et sur les lieux saints, permettant au courant le plus conservateur et sectaire de l'islam de diffuser sa pensée dans l'ensemble du monde arabomusulman – et au-delà. Or, dans cette monarchie absolue, le Coran constitue la seule source du droit et nourrit un corps de doctrine rétrograde qui méprise la femme, l'étranger, la culture et, bien entendu, la modernité. Mais, depuis 2013, le pays pâtit d'une baisse des cours du pétrole qui menace de faire s'effondrer ce colossal édifice. Ses alliés historiques jugent de plus en plus sévèrement ses liens troubles avec le terrorisme islamiste. Confronté à la désaffection croissante des États-Unis et au retour de l'Iran sur la scène diplomatique, le régime échappera-t-il à l'implosion ? Si ce colosse aux pieds d'argile finit par s'effondrer, la face du Moyen-Orient, de l'Islam et même du monde en sera à coup sûr transformée, pas forcément pour le pire. ●

Histoire : Les Berbères, mémoire et identité

Gabriel Camps



Les Berbères ont toujours occupé un immense territoire qui s'étendait de la Méditerranée au sud du Niger, de l'Atlantique au voisinage du Nil. Malgré une histoire mouvementée, la population berbère reste puissante dans une douzaine de pays africains. ●



Biographie : Devenir

Michelle Obama

Elle a illuminé nos postes de télévision pendant plusieurs années. Si elle n'est plus la Première Dame des Etats-Unis, elle n'en reste pas moins une tête d'affiche qui a marqué toute une génération. Devenir retrace le parcours, public et intime, d'une femme de caractère qui ne s'est pas toujours laissé faire, Maison Blanche ou pas ! ●

Télévision : A la vie à la mort

Catherine Ceylac

On ne présente plus Catherine Ceylac, connue grâce à l'émission "Thé ou Café" qu'elle a présenté durant 22 ans sur France 2 ! Si elle a fait un saut par le Sofitel Casablanca Tour Blanche, le 6 décembre dernier, c'est pour présenter son dernier-né "A la vie à la mort". Elle y fait témoigner quatorze personnalités connues des grands écrans qui ont toutes été confrontées, très jeunes, au décès de proches. Un livre à cœur ouvert. ●

اعلان عن بيع

العمران
سوس - ماسة

محلات تجارية
بمشروع أدرار
أكادير

تعلن شركة العمران سوس ماسة شركة العمران اكادير أنها تضع للبيع عن طريق الشباك المفتوح محلات تجارية بمشروع الهلال الكائن بحي ادرار بمدينة اكادير .

للراغبين في الاستفادة التوجه الى

- وكالة سفح الجبل المتواجدة بشارع عبد الرحيم بوعبيد، إقامة الزرقطوني 1، اكادير.

www.alomrane.ma

N° Eco 080 100 15 16

شركة العمران سوس ماسة
زاوية شارع 29 فبراير و شارع شيخ السعدي ، تالبرجت صندوق البريد 321 أكادير ،
- الهاتف 0528841210 / الفاكس 0528823499
العمران سوس ماسة شركة تابعة لمجموعة العمران

LE TOUR DU MONDE DE NOËL

Pour ses vacances de fin d'année, Le Bec Tranchant a décidé de fermer sa valise et faire un petit tour du monde. Il se rend alors dans 22 pays, oui rien que ça, pour vous dégoter des recettes internationales. Ailleurs, en ce moment, c'est Noël, avec ses guirlandes, ses sapins, sa neige et sa gastronomie si spéciale. Non, contrairement à ce que l'on peut penser, à Noël, tout le monde ne mange pas la même chose. La preuve par 22...

France

Les Français sont connus pour leur raffinement. Et la gastronomie n'y échappe pas. En cette période, ils ressortent tout leur savoir-faire en proposant du foie gras, des huîtres, du caviar, du saumon gravlax et de la coquille Saint-Jacques gratinée. ●

Mexique

De quelles couleurs est composé le drapeau mexicain ? Eh bien quoi ? Noël c'est aussi l'occasion de faire des Quizzs. Non, on ne cherche pas à vous piéger, seulement à vous amener au plat traditionnel mexicain, les Chiles en Nogada. Les poivrons farcis et rôtis au feu de viande (pour la couleur verte qui représente l'espoir), couvert d'une sauce crémeuse aux noix (pour la pureté du blanc) et une garniture de graines de grenade (pour le rouge et sa passion pour la patrie). Un plat plein de symboles ! ●

Portugal

Les Portugais sont un peu comme les Marocains. Chez eux, la famille c'est important. Ainsi le 24 au soir toute la famille se rassemble autour des croquettes de morue ou Pastéis de bacalhau. Croustillants et à la fois moelleux, ces beignets sont préparés à base de pommes de terre, d'oignon et de persil. ●

australie

En Australie, en cette période de l'année, il fait chaud, voire très chaud. Donc pas question de déguster une soupe. Les tendances iront plutôt vers les plats de fruits de mer et en dessert du Pavlova, une sorte de meringue mélange de blancs d'œufs, de sucre, de vinaigre blanc et de Maïzena. La Pavlova est recouverte de

espagne

C'est un petit peu la crise en Europe en ce moment et les Espagnols sont des économes de longue date. Ils préparent pour le dîner de Noël, une dinde farcie aux truffes, soit le Pavo Trufado de Navidad. ●

Guatemala

Le Tamal est un plat traditionnel du Guatemala et de l'Amérique Centrale. Il existe de nombreuses recettes, mais la plus répandue est à base de viandes, fromages, légumes, fruits, fruits secs ou autres sauces. Le tout enroulé dans une enveloppe (épis de maïs, feuilles de bananiers...) et cuit à la vapeur. ●

Russie

Attention les yeux et les papilles, la Russie, ce pays si froid en cette période de l'année, nous prépare une entrée traditionnelle, le Koulibiac, un pâté brioché farci de viande ou de saumon. ●

Venezuela

Qui dit Venezuela pense exotisme et cela se poursuit jusque dans leur assiette. Ils servent à Noël des Hallacas, soit des petits paquets farcis de câpres, raisins, poivrons et différentes viandes. Le tout enveloppé dans des feuilles de maïs et de bananes.. ●

angleterre

Ah la belle Angleterre. Chaque année la famille Royale nous émerveille avec des tenues de Noël originale et inattendues. Chez eux, (et ça on s'y attendait un peu) ils servent des Mince Pies

Philippines

Quand on entend parler des Philippines, on s'attend à quoi? Eh bien au manioc ! D'ailleurs à Noël ils servent de la Bibingka, un gâteau de manioc au coco et au fromage. Un dessert mi-sucré, mi-salé. ●

autriche

En Autriche on sert (franchement essayez de le prononcer) la Sachertorte (nous non plus on n'y arrive pas). C'est un gâteau qui a été crée au XIXème siècle, réalisé à base de chocolat et de confiture d'abricot. ●

ethiopie

Oh l'Ethiopie la patrie des végétariens ! Toute leur nourriture est bonne et fraîche, mais à Noël ils servent leur plat traditionnel, le Doro Wat, ou poulet en sauce aux œufs. Un plat qui se mange avec les doigts et qui rassemble au moins une dizaine de personnes autour. ●

canada

Les Canadiens n'ont pas peur du diabète ! Leur plat favori n'en est pas un. Ce sont des petits bonbons roses, les Chicken bones candy, qui sont à base de cannelle et de chocolat au lait crémeux au centre. ●

argentine

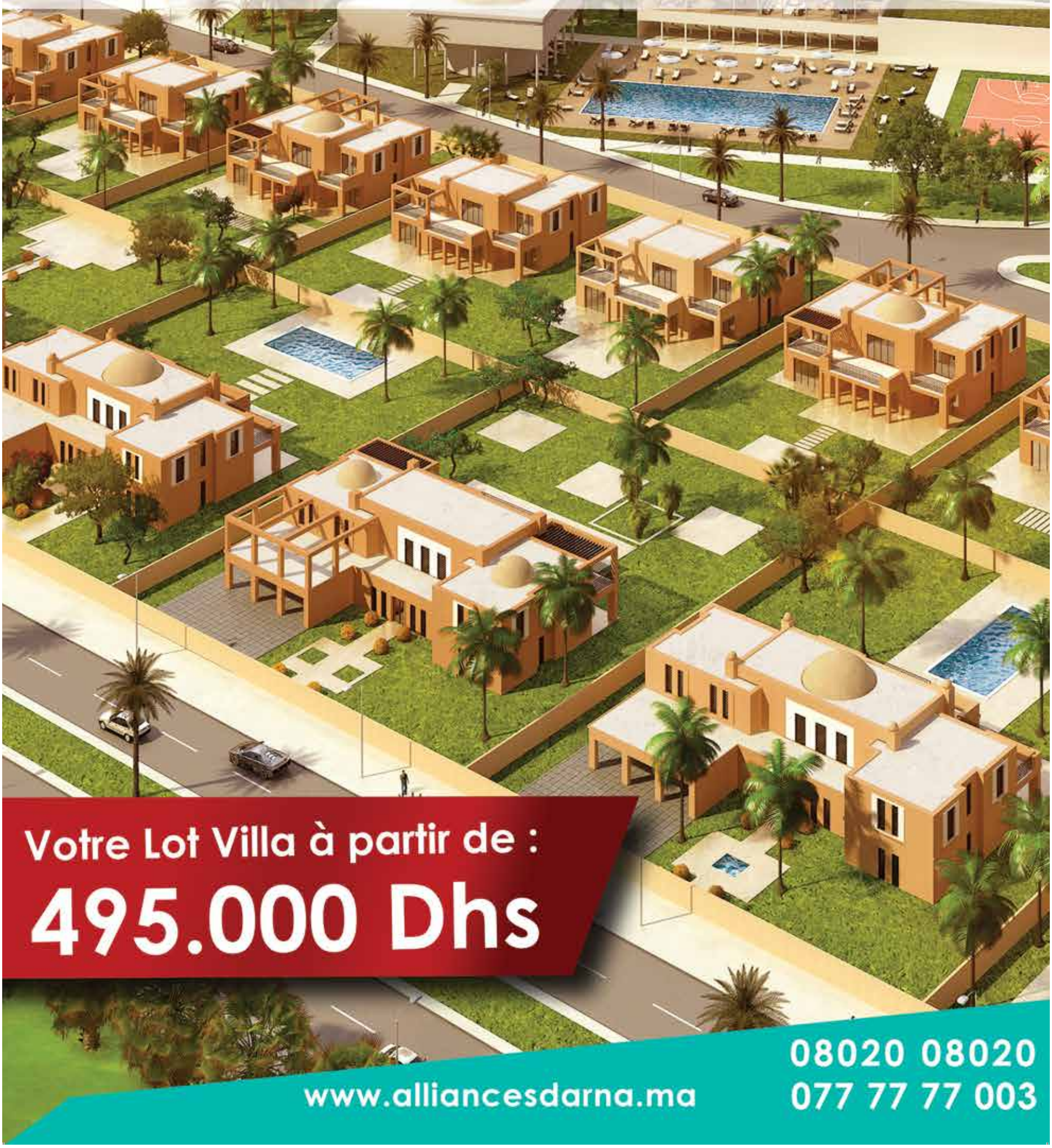
Les Argentins célèbrent l'immigration italienne qui date des années 1900-1800 avec le Vitel Toné, un plat réalisé à base de veau en tranches et d'une sauce au thon et aux câpres. Pas très diététique tout cela ! ●

Riad Marrakech

(Route d'Amezmiz)

OFFRE PROMOTIONNELLE

Valable jusqu'au 31/01/2019



Votre Lot Villa à partir de :

495.000 Dhs

www.alliancesdarna.ma

08020 08020
077 77 77 003

BANQUE POPULAIRE
FAITE POUR VOUS

gbp.ma

Donner vie aux plus grands projets, soutenir les investissements productifs... A la Banque Populaire, nous mobilisons toute notre expertise pour apporter aux entreprises le conseil financier, des financements compétitifs et des services innovants, au Maroc et à l'International.

DE TOUTES NOS FORCES AVEC LES ENTREPRISES